

ESQUISSE

DU REGNE

DE GEORGES III,

DEPUIS 1780 JUSQU'A 1791.

ESQUISSE
DU RÈGNE
DE GEORGES III,
DEPUIS 1780 JUSQU'A 1791;
OU
COUP-D'ŒIL RAPIDE
SUR L'ÉTAT
DES COURS DE L'EUROPE.

TRADUIT DE L'ANGLAIS.

A PARIS,

RUE JACOB, vis-à-vis celle S. Benoît, F. S. G. N°. 29.

A LYON,

Chez ROSSET, rue Thomassin.

1791.

ESQUISSE

DU REGNE

DE GEORGES III,

DEPUIS L'ANNÉE 1780 JUSQU'A LA FIN DE L'ANNÉE 1790.

IL n'est peut-être pas dans les fastes de l'histoire d'événemens plus propres à fixer l'attention de tout lecteur judicieux, que ceux qui se sont passés depuis l'année 1780 jusqu'au moment actuel : dans ce court intervalle, nous avons vu l'empire britannique, qui avoit embrassé les deux hémisphères, et dont l'Inde et l'Amérique n'étoient que des provinces, qui avoit résisté, sous les auspices du feu comte de Chatham, aux forces réunies de la maison de Bourbon, et qui, après avoir donné des loix à l'Europe, avoit rendu la paix au genre humain ; nous avons vu cet empire ébranlé jusque dans ses fondemens, agité au dedans et assailli de tous côtés,

invoquant en vain le secours de cette perfide princesse dont nous avions conduit les flottes dans des mers inconnues à ses sujets barbares, et dont nous avions amené le pavillon victorieux sur les côtes de la Grèce et de l'Asie mineure : ce fut de sa main ingrate que l'Angleterre, déjà chancelante sous les calamités compliquées d'une division domestique et d'une guerre étrangère, fut destinée à recevoir le coup fatal qui énerva nos bras, et nous força à rassembler nos légions éloignées pour protéger la capitale, et défendre nos jours. Il est inutile de dire que je fais allusion à la *neutralité armée*, mesure odieuse qui partit du cabinet de Catherine II, quoiqu'elle fût accompagnée de toutes les forces de la Baltique, et qui ne tardera probablement pas à recevoir la récompense qu'elle mérite : mais nous n'avons seulement pas vu la monarchie britannique (partageant en cela le sort des autres états et royaumes) opprimée par des ennemis, et affaissée sous le poids des revers ou des conseils foibles et pusillanimes, nous avons vu cet empire expirant (se distinguant ainsi de tout autre, et méritant par là l'admiration universelle) sortir, dans le court espace de dix ans, de l'état d'humiliation et d'oppression où il étoit plongé, relever ses enseignes abattues,

reprendre son ancien lustre, et monter au plus haut degré de l'influence politique. C'est en vain qu'on voudroit chercher un exemple de ce changement extraordinaire dans l'histoire de l'Europe moderne; ce n'est que dans les annales d'Athènes ou de Rome, ce n'est qu'aux époques fatales de Marathon et de Cannes que nous voyons une république, réduite aux dernières extrémités, redevenir tout-à-coup plus grande et plus puissante qu'elle n'avoit jamais été.

L'aigle autrichienne qui, sous Charles-Quint et Ferdinand II, avoit pris un si haut vol, et qui avoit presque éteint la liberté germanique, arrêtée par Gustave-Adolphe et enchaînée à terre par les liens qu'on lui mit à l'époque du traité de Westphalie, dormit longtemps d'un sommeil paisible, jusqu'à ce que Marlborough élargit le captif impérial, et le rendit de nouveau à la liberté, mais non pas à sa première grandeur.

L'Espagne qui, sous Philippe II, avoit menacé l'Europe, et paroissoit devoir réussir dans tous ses projets d'ambition, qui avoit fait sortir de ses ports sa *flotte invincible* pour subjuger l'Angleterre, tandis qu'elle se préparoit à placer un infant sur le trône de France, épuisée par ses propres efforts, et

ayant tari les trésors du Nouveau-Monde, en voulant inutilement réduire une province révoltée, tomba tout-à-coup dans une nullité réelle ; et ce n'est qu'au bout de deux cents ans qu'elle semble faire quelques pas vers la richesse et la splendeur.

La Suède, qui, comme un torrent, inonda la Pologne, la Saxe et le Dannemarck au commencement de ce siècle, et qui, conduite par la valeur inconsidérée de Charles XII, parut sur le point d'arborer ses étendarts victorieux sur les murs de Moscow, perdit dans un seul jour son pouvoir et sa gloire, tous ses lauriers, et depuis cette époque mémorable ses annales tristes et stériles ne contiennent rien qui puisse réveiller la curiosité, quoiqu'il se soit déjà passé plus de soixante ans depuis que Charles expia ses projets ambitieux sous les murs de Frederikshall. Au moment où j'écris, un prince, émule de Gustave-Adolphe, et avec des qualités qui, dans un temps plus heureux, auroient relevé le génie abattu de la Suède, et l'eussent rétablie dans les provinces qu'elle a perdues, s'efforce de suppléer par son courage et ses talens personnels, à ce qui manque dans ses états apauvris et dépeuplés : il a même tenté avec quelques succès d'arrêter les progrès des

Russes et d'assurer sa puissance ; mais cette tentative sert plutôt à rappeler ce que la Suède fut autrefois, qu'à faire naître l'idée qu'elle puisse reprendre son premier éclat.

La France même, cette contrée favorite de la nature, jouissant d'une heureuse variété de climats, enrichie des plus belles productions, d'un sol fertile et abondant, embrassant l'Océan atlantique et la Méditerranée, faite pour dominer sur les royaumes de l'Europe, trouvant en elle-même tous les avantages que l'industrie et le commerce peuvent procurer, réunissant l'obéissance et la loyauté, l'esprit de conquête et le génie martial; la France elle-même, après le châtiment sevère que Louis XIV, vers la fin de son règne, reçut d'Eugène et de Marlborough, resta comme assoupie pendant les trente années qui suivirent le traité d'Utrecht; contente de cultiver l'olivier pacifique, et accablée sous le poids de la république qu'avoit appelée l'ambition ruineuse et insatiable de son souverain, ce ne fut qu'à l'époque où le maréchal de Saxe réveilla son génie assoupi, et fit revivre en sa personne les talens sublimes qui l'ont égalé aux Condé et aux Turenne, que la France reprit ou parut reprendre son ascendant et sa prééminence naturelle parmi les états de l'Europe.

Maintenant cherchons les causes de ces heureux événemens qui, en si peu d'années, ont rétabli l'Angleterre, et l'ont mise en état de profiter de ses malheurs et de retrouver sa gloire au milieu de ses pertes et de ses défaites.

Où chercherons-nous la source de cette régénération? Est-ce dans l'esprit de commerce qui la caractérise, dans son industrie toujours en activité, dans ses manufactures, aussi ingénieuses que multipliées, qui ont pénétré dans presque tous les pays du monde civilisé? Certainement ces causes ont beaucoup contribué à relever la nation: mais quelque efficaces et salutaires qu'elles soient, on ne peut les regarder comme créatrices d'un si grand ouvrage.

Il falloit que la providence daignât prolonger la vie et le règne d'un prince extrêmement cher et nécessaire à son peuple, dont l'expérience, fortifiée par les années, et éclairée par l'adversité, pouvoit seule égaler la tâche pénible de choisir parmi ses sujets ceux qui, par leurs talens et leurs vertus, étoient capables de guérir les maux de l'état; il falloit qu'il s'élevât un ministre qui réunît à des mœurs pures, à une probité incorruptible, la force du génie, la sevère économie, l'extrême vigilance, l'éloquence qui captive

et la vigueur qui subjugue : assemblage rare et presque sans exemple de dons précieux que le ciel n'accorde qu'à ceux qu'il destine à soutenir une monarchie chancelante ! Cependant, on peut le dire sans flatterie, ce digne et vertueux ministre, nous l'avons vu de nos jours; nous avons déjà joui pendant près de sept ans de sa brillante administration ; et c'est à elle qu'on peut justement attribuer ces heureux événemens que ce siècle regarde avec étonnement et admiration, et que la postérité la plus reculée aimera à célébrer.

Marquer les différens degrés par lesquels nous avons passé des ténèbres de 1780 au jour éclatant qui luit maintenant sur la Grande Bretagne ; tracer quelques-uns des caractères et des événemens principaux qui ont successivement distingué ce temps intermédiaire ; décrire ces momens orageux qui pendant deux années ont ébranlé le cabinet, le palais et le trône, jusqu'à ce qu'en 1784, le ministre actuel, après une lutte longue et pénible, franchit tous les obstacles, et commença sa brillante carrière ; dessiner les traits les plus saillans de son gouvernement au-dedans et de sa politique au-dehors ; jeter un coup-d'œil général et rapide sur les causes qui ont pré-

cipité l'empire français dans l'anarchie qui menace cette belle partie de l'Europe de toutes les horreurs d'une guerre civile, d'un affreux carnage et d'une banqueroute générale; enfin suivre le fil intéressant des événemens qui ont eu lieu depuis l'époque à laquelle je remonte, jusqu'à celle où je finis, tels sont les objets dont je vais m'occuper. Je sens d'avance toutes les difficultés qu'ils me présentent; je sais combien il est dangereux de montrer la vérité aux yeux des préjugés ou de l'esprit de parti, et avec quelle répugnance nous tirons le voile qui cache le sanctuaire politique, quand nous sommes intéressés ou à le cacher ou à le défendre. Je vois combien il est difficile d'apprécier les motifs et les actions de nos contemporains, de nos amis et de nos concitoyens; néanmoins je ne puis me résoudre à renoncer à mon dessein: qu'y a-t-il de plus instructif ou de plus intéressant pour *le siècle présent* que l'histoire du *siècle présent*? « *Veteris populi romani* » *prospera vel adversa claris scriptoribus* » *memorata sunt* ». Jusqu'ici on n'a point encore offert au public un tableau des dix dernières années; j'ose entreprendre ce travail, en annonçant à mes lecteurs la plus scrupuleuse impartialité.

L'empire britannique, qui, quelques années avant l'époque désastreuse où cet ouvrage commence, avoit paru si élevé et si durable, donna alors un exemple triste et instructif de l'instabilité des choses humaines : la guerre civile, qui avoit commencé sa destruction, fut fomentée par la politique des premières puissances de l'Europe, qui s'étoient réunies pour hâter sa chute ; ses flottes et ses armées accoutumées à vaincre se retirèrent devant celles de France et d'Espagne ; ses rivages, étrangers depuis si long temps aux invasions hostiles, furent menacés et insultés ; ses finances mal administrées sembloient approcher du point au-delà duquel le cri public ne peut ni exister ni servir ; la discorde allumoit ses flambeaux dans la capitale, dans le sénat et dans le cabinet.

Londres, à peine échappée du pillage et de l'embrâsement, regardoit une suspension générale de commerce, une insolvabilité nationale, comme prochaine et presque indubitable. Les murmures et le mécontentement remplissoient le royaume et y caractérisoient les assemblées du peuple dans différentes provinces ; l'Irlande, n'en appelant qu'à l'épée, et marchant sur les traces de l'Amérique, armoit ses sujets, moins pour défendre l'Angleterre que

pour secouer le joug qu'elle lui avoit imposé; dans le canal britannique, autrefois à l'abri de toute invasion étrangère, les îles de Jersey étoient fréquemment attaquées. L'Espagne, qui avoit déjà réuni la Minorque à sa couronne, tenoit Gibraltar assiégé, et méditoit la conquête de la Floride ; chaque mois apportoit la nouvelle qu'une des îles d'Amérique venoit de tomber entre les mains de la France, tandis que la Jamaïque, presque abandonnée à sa propre défense, attendoit en tremblant l'invasion long temps méditée par les flottes unies de la maison de Bourbon.

Dans l'Inde Hyder Aly, le fléau de la nation britannique, aidé par les armes de la France, étoit sur le point de nous chasser de nos anciennes possessions; Madras étoit menacé par la famine et par la guerre, le Bengale lui-même soutenoit à peine l'irruption des Marates; et le vaste édifice que Clive avoit cimenté du sang asiatique et européen, alloit crouler avec autant de rapidité qu'il avoit été construit.

En Amérique, les noms de Clinton et de Cornwallis avoient succédé à ceux de Howe; de nouvelles armées avoient occupé les postes de leurs prédécesseurs victorieux, mais que

la mort avoit enlevés ; la guerre qui avoit duré long-temps dans les provinces centrales, s'étoit alors portée vers celles de Caroline et de Virginie ; de vains trophées et des lauriers stériles sembloient être les seuls avantages qu'on pût obtenir ; d'impénétrables forêts et des marais impraticables au centre desquels la liberté avoit déployé ses étendards, rendoient inutiles tous les efforts de la valeur, des talens militaires et de la persévérance. L'Angleterre commençoit à renoncer à l'espoir de subjuguer les 13 colonies, et songeoit à abandonner cette entreprise ruineuse ; mais son orgueil, et son honneur outragés lui faisoient faire de nouvelles tentatives qui tournoient toujours contre elle-même. Semblable à l'empire romain sous Gallien, l'empire britannique paroissoit approcher du terme de sa gloire, et être menacé d'une subversion totale.

Ce tableau triste et désespérant va faire place à une scène, sinon plus consolante, du moins plus animée : c'est celle qu'offrirent alors les deux chambres du parlement. Le principal personnage qui y figuroit étoit le premier ministre lord North, luttant sans cesse contre une armée d'ennemis, et se retirant avec lenteur tandis qu'ils faisoient

retentir autour de lui des cris tumultueux, mille traits couvroient son bouclier politique; mais la pointe en étoit émoussée par son urbanité, par son esprit ou par ses raisonnemens captieux : quand les circonstances le forçoient de justifier sa conduite, endurci aux débats parlementaires, possédant au suprême dégré la science ministérielle, à la vérité sans énergie, sans caractère, mais éloquent, doux, persuasif, toujours maître de lui-même, il attendoit patiemment que l'orage s'appaisât, et promenoit ses regards paisibles sur cette phalange puissante qui, long-temps accoutumée à obéir, lui resta toujours fidellement attachée, même dans les momens critiques. L'extrême pesanteur de son corps l'empêchant souvent d'entendre ou de sentir les invectives de l'opposition, en détruisoit, pour ainsi dire, la piquante âcreté, et le sommeil, qui fuit la couche des princes, visita plus d'une fois lord North au milieu du tumulte de la chambre du trésor : à ses côtés étoit le secrétaire du département de l'Amérique, lord Georges Germain, dont les nerfs plus irritables, et le caractère plus communicatif donnoient matière à une attaque continuelle : doué de talens extraordinaires; mais peu versé dans la

littérature et dans les sciences, actif, persévérant, prompt à se décider et capable de conduire les plus grandes affaires de l'état, il fut poursuivi par la même fatalité qui avoit renversé ses premières espérances ; malheureux dans un âge avancé, en Amérique, comme il l'avoit été dans sa jeunesse en Allemagne, il sollicita vainement une nation épuisée et un parlement mécontent de continuer une guerre qui, quoique juste et nécessaire dans son origine, étoit devenue odieuse et ingrate par une suite de revers ; loyal envers son souverain, tenant à son projet favori de subjuguer l'Amérique, et croyant sa situation politique intimement liée au succès de cette entreprise, il la suivoit avec ardeur et la regardoit comme un principe sacré, dont il ne devoit pas se départir.

M. Ellis qui, pendant près d'un demi-siècle, depuis l'époque où fleurirent Walpole et Pelham, avoit occupé une place dans le gouvernement, restoit toujours attaché à la chambre du trésor, tandis que M. Dundas, dont les talens versatiles et flexibles, se sont adaptés d'eux-mêmes à presque toutes les administrations, pour être utile à chacune d'elles, se tenoit plus près du centre de l'action, et avançoit hardiment au

poste du danger, quand l'ennemi vouloit combattre. Son ami et son compagnon, M. Rigby jouissoit toujours des revenus immenses de la trésorerie générale, sans avoir d'associé ; et il noyoit dans le vin et les plaisirs le triste souvenir de débats ennuyeux et de honteuses défaites.

Les deux grands flambeaux de la jurisprudence, Thurlow et Wedderburne, qui avoient long-temps occupé et honoré leur siége du même côté de la chambre, avoient été successivement élevés à la pairie; et leurs places vides étoient remplies par d'autres personnages bien inférieurs en énergie, en dignité et en talens. Tel étoit le ministère au temps dont je veux parler. De l'autre côté de la chambre, M. Fox conduisoit habilement les troupes de l'opposition rangées en files, égales et serrées, tandis que M. Burke chargeoit à la tête de ses escadrons inégaux, et portoit la terreur dans les rangs de l'administration, harcelant en dépit de la nature, presque privé des organes de la parole, monotone et dédaigneux dans ses tons, d'une figure désagréable, ne possédant aucun avantage extérieur, sans naissance, sans alliance dont il pût se prévaloir ; cependant, malgré tous ces obstacles, il arrêtoit le jugement, charmoit l'o-

reille, et captivoit l'imagination par la force de son éloquence, quelquefois hérissée de termes de loi, mais toujours claire, brillante et lucide. Keppel, Conway, Howe et Barré avoient leurs places respectives dans ce corps formidable qui croissoit chaque jour, et secondoient l'attaque générale dirigée contre les partisans foibles et découragés du ministre.

Soutenu par la pureté de ses intentions, reposant sur l'estime et l'affection de son peuple, et résolu de continuer une guerre qui, quoique d'une issue malheureuse, étoit fondée sur la justice, le souverain ne devoit ni changer ni être alarmé: il n'est pas d'époque de son règne où son courage et sa magnanimité aient été mises à une si rude épreuve; il n'en est pas où elles aient été plus inébranlables. L'égalité d'ame, la sérénité, la noblesse se peignoient dans ses traits et perçoient dans toutes ses actions, même au moment où il souffroit davantage. Cette piété, cette soumission aux décrets de la Providence, qui l'ont toujours si bien caractérisé, jetoient un voile sur cette triste partie de son règne, précédé et suivi de scènes de prospérité et de gloire. Tel étoit le sublime et touchant spectacle que George III offroit aux hommes, au milieu des convulsions de toute espèce qui

menaçoient sa tranquillité domestique, diminuoient son empire, et l'attaquoient avec une violence continuelle.

C'est alors qu'aux yeux foibles et abusés d'un homme incapable de percer l'avenir et d'éloigner les ténèbres qui l'environnent, Louis XVI jouoit un rôle bien différent et plus digne d'envie : heureux d'avoir succédé à un prince qui s'étoit plongé dans la débauche, et avoit perdu toute son influence bien avant l'expiration de son règne, il monta sur le trône de Henri IV, entouré des prestiges flatteurs de la jeunesse et de la prospérité. Le défaut de talens supérieurs qu'on remarquoit en lui sembloit être compensé par l'économie, l'application, la pureté des mœurs, et sur-tout par le choix de ministres sages et habiles. Une guerre heureuse qui fit oublier les revers et les défaites qu'éprouva la France dans sa dernière rupture avec l'Angleterre, le rendoit cher à une nation loyale et affectionnée, qui s'est toujours signalée par son attachement pour ses souverains. Une reine, distinguée par tous les charmes de l'esprit et de la figure, non moins que par l'éclat de son origine et son rang élevé, avoit formé un lien d'attachement entre les maisons de Bourbon

et

et d'Autriche, et rendoit Versailles le séjour des plaisirs, de la gaîté et de la magnificence. La France paroissoit remonter dans la balance de l'Europe à mesure que la Grande-Bretagne en descendoit, et la flatterie, si ce n'étoit pas la raison, prédisoit déjà le retour du siècle fameux de Louis XIV. Mais pour confondre les spéculations de la politique, et pour prouver que les grandeurs humaines ne sont que passagères, ce fut précisément dans cette même conjoncture que naquit le germe que depuis nous avons vu croître et mûrir, qui ont déja confondu tous les élémens de l'ordre et du gouvernement, rempli de sang le palais de Versailles, et menacé les citoyens de l'extinction de la propriété, de la sureté individuelle, et de tout ce qui est cher aux hommes. Les troupes qui avoient été envoyées comme auxiliaires aux provinces rebelles de la Grande-Bretagne au-delà de l'Océan atlantique, prirent aussi-tôt cet esprit de liberté qu'elles devoient défendre, et gardèrent ces sentimens si incompatibles avec la monarchie absolue quand elles retournèrent dans leurs foyers. D'un autre côté, l'anticipation des revenus publics, nécessairement produite par une guerre heureuse, ajouta aux dépenses excessives d'une cour dissipée et

voluptueuse qui força bientôt le roi d'adopter une mesure qui, quoique désintéressée et même patriotique, ébranla son trône : on engagea Louis XVI à supprimer sa maison, à remercier près de 400 officiers employés au service de sa personne, et à se contenter d'un établissement moins brillant et moins dispendieux. Peut-être n'a-t-on jamais conçu ou suivi de conseil plus désastreux. La pompe extérieure de la majesté une fois abolie, ce grand nombre de courtisans attachés au souverain par intérêt, par vanité ou affection, une fois éloigné, le trône resta nu, sans défense, exposé aux insultes. L'expérience a démontré qu'un monarque limité qui règne sur les affections de ses sujets, et dont les intérêts sont intimement liés avec ceux de son peuple, est le seul qui puisse rester l'objet des respects et des hommages, sans avoir l'éclat d'une cour vraiment royale et d'une maison nombreuse.

L'impératrice-reine, Marie-Thérèse termina à cette époque un règne de 40 ans, marqué par les vicissitudes les plus frappantes de la fortune. Pendant l'existence de cette réunion puissante, qui ébranla son trône, au commencement de sa vie, elle montra la magnanimité la plus imposante, les plus grandes ressources de l'esprit et

un courage au-dessus de son sexe : chassée de Vienne en 1741, tandis que la Bohême et l'Autriche étoient envahiés par les Français et les Bavarois, elle trouva de la protection et des secours dans la loyauté de ses sujets Hongrois qui, à la vue de sa beauté, de sa jeunesse et de ses malheurs, oublièrent leur inimitié héréditaire contre la maison impériale dont elle étoit sortie. Le midi et le soir de son règne, quoique fréquemment troublés par des guerres étrangères, furent employés à remplir tous les devoirs d'un souverain envers son peuple ; débonnaire, humaine, magnifique, et répandant sans cesse ses bienfaits dans ses vastes domaines, elle étoit idolâtrée par les Hongrois, aimée des Flamands, et chère à tous les ordres de l'état. cette piété et ce courage qui ont caractérisé sa vie, l'accompagnérent dans ses derniers momens ; sa couronne tomba sur la tête de son fils Joseph, prince qui annonça de bonne heure un génie supérieur, et que l'exemple du roi de Prusse engageoit à se rendre digne d'un tel rival ; Mais l'Europe perdit bientôt l'opinion favorable qu'elle avoit conçue des talens de Joseph II. Agité de l'esprit de conquête, incapable de repos, ordonnant des innovations dans les mœurs,

dans la vie civile, qui n'étoient pas plus tôt exécutées, qu'elles étoient révoquées ; oppresseur et despotique, sans avoir l'art ou de cacher ces qualités funestes, ou d'en rendre les effets agréables à ses sujets ; menaçant au même instant les franchises des Pays-Bas et les anciennes prérogatives de la Hongrie, craint dans l'Empire et détesté dans sa capitale, brûlant d'étendre les limites de ses états, même aux dépens de la foi et de la justice ; avide des biens ecclésiastiques, et prodigue du sang de ses sujets, Joseph II s'aliéna toutes les affections et termina un règne orageux, sans être ni regretté ni pleuré, laissant la maison d'Autriche dans des embarras produits par sa violnce et son ambition, et presque aussi grands que ceux qui l'avoient mise à deux doigts de sa perte, à la mort de son grand père Charles VI.

Deux potentats illustres remplissoient alors les trônes de Moscovie et de Prusse ; une femme fut destinée de tout temps à porter le sceptre des czars, et à gouverner les immenses régions qui s'étendent depuis la mer glaciale jusqu'à la mer caspienne. Magnifique et invincible, Catherine II avoit reculé les bornes de son vaste empire, couvert la mer noire de flottes

Russes, et menacé d'une entière destruction la puissance ottomane ; protectrice des sciences et des arts, elle cultivoit l'amitié de d'Alembert, recherchoit la correspondance et les louanges de Voltaire, et, comme Louis XIV, étendoit sa magnificence sur les gens de lettres dans tous les royaumes de l'Europe ; enivrée de ses succès, élevée au comble de la grandeur et de la félicité humaine, elle oublia la main amicale qui avoit soutenu ses armes, et lui avoit montré le chemin de la victoire, tandis que redoutée et admirée dans toutes les parties du globe, elle sembloit avoir fixé la fortune et défié ces revers imprévus qui flétrissent si souvent la fin du règne d'une femme.

Frédéric, couvert de lauriers, et dans sa retraite magnifique de Potzdam, au sein du repos littéraire, et chancelant sous le poids d'infirmités sans nombre, avançoit vers la fin de sa vie et de son règne mémorable. Indifférent ou insensible aux malheurs de l'Angleterre, il regardoit d'un œil philosophique la lutte inégale où elle se voyoit engagée entre tant de puissances réunies, et ne faisoit rien en faveur de son ancienne alliée.

Le Portugal seul, au milieu de tant d'é-

tats ou neutres ou ennemis, se hasarda, dans ce moment critique, à donner quelques preuves d'amitié à la couronne britannique.

Tandis que l'Europe montroit ce tableau si peu fait pour ranimer les espérances, de nouvelles défaites attendoient les armes de l'Angleterre au-delà de l'Océan atlantique. La prise de Saint-Eustache qui, à la première nouvelle qu'on en reçut, avoit répandu la joie dans tous les cœurs, ne produisit dans l'événement que des murmures contre les vainqueurs et la suspension la plus injurieuse de nos travaux navals et militaires; tandis que les troupes, qui auroient dû agir avec vigueur contre l'ennemi, restoient plongées dans l'inaction, ou ne s'occupoient qu'à piller.

A mesure que l'année avançoit, c'étoit de de nouvelles îles qu'on avoit perdues, de nouveaux revers qu'on venoit d'essuyer; enfin, les malheurs de la nation parvinrent leur comble par la reddition d'une armée de sept mille hommes, qui mirent bas les armes devant Washington et Rochambeau, sur les bords de Chesapeake. Après six années de carnage réciproque, de bons et de mauvais succès, le génie de l'Amérique triompha, et cette derniere victoire, dont il n'est pas d'exemple, établit pour jamais son indépendance.

Cette nouvelle, dès qu'on la reçut en Angleterre, ébranla l'administration déjà chancelante, et précipita sa chute: le découragement et la terreur s'emparèrent du cabinet et agitèrent les conseils; l'opposition, qui connoissoit la détresse et l'irrésolution du premier ministre, demanda hautement qu'il renonçât au projet de subjuguer la colonie révoltée : le silence expressif qu'opposa lord North à sa demande péremptoire, ne permit pas de douter ou de ses sentimens ou de ses vœux; et le secrétaire d'état au département de l'Amérique, se retirant d'un poste qu'il ne pouvoit tenir plus long-temps, après une rude attaque de la part de Caërmarthen, fut reçu au sein paisible de la chambre haute. L'ennemi s'élançoit à la brèche que cette désunion avoit faite, et se flattoit déjà d'une victoire complète : cependant l'administration savoit toujours temporiser; manquant toutefois de courage et d'énergie, elle fit même un foible et inutile effort pour prolonger son existence, en substituant M. Ellis, à la place de lord Georges Germain; mais cette mesure ne servit qu'à accélérer sa dissolution. l'opposition attentive à saisir sa proie, et acquérant encore de nouvelles forces, s'avança vers la citadelle; jusqu'à ce que lord North, le 20 mars 1782,

donna au monde le rare et humiliant spectacle d'un premier ministre se dépouillant lui même, en pleine chambre des communes, de toutes les marques de sa dignité; et annonça sa démission à une audience étonnée, qui croyoit à peine le fait dont elle étoit témoin. Cette démarche extraordinaire frappa d'autant plus qu'elle étoit inattendue; ni ses amis ni ses ennemis ne se doutoient du coup, et même Georges III ne fut averti de ce dessein qu'au moment de son exécution. Il est inutile de chercher si cette conduite a été dictée par la timidité, la fatigue ou le dégoût; probablement elle l'a été par la réunion de tous ces sentimens, et indubitablement par une résolution subite et imprévue.

Dans cette situation à laquelle il n'étoit nullement préparé, sans avoir ou le temps ou le talent de former un nouveau ministère, le roi ne pouvoit que se rendre à discrétion il le fit, et la garnison royale, prise d'assaut, fut pillée par les conquérans; on trouva parmi les dépouilles trois jarretieres qui décoroient les principaux chefs; les vainqueurs distribuèrent à leur gré les places et les départemens; et bientôt parut une nouvelle administration composée de matériaux bigarrés, et annonçant, même dans sa formation, des

principes d'une rapide dissolution. Le foible génie de lord Rockingham la présidoit, mais il ne put mettre de la chaleur ou de l'énergie dans une masse hétérogène ; peu fait pour un emploi aussi délicat, il manquoit des talens nécessaires pour conduire et animer la machine compliquée dont il n'étoit que le démonstrateur. M. Fox et le comte de Shelburne occupoient les deux places de secrétaires d'état, et Keppel, élevé à la pairie pour ses services, le 27 juillet 1778, présidoit l'amirauté.

Mon dessein n'est pas de détailler les mesures prises par cette administration qui ne se montra que fort peu de temps ; j'ai toujours regardé le court espace de sa durée comme le dernier point de l'humiliation nationale et royale. Quoique resplendissante d'une victoire qui a répandu le plus beau jour sur les fastes de l'Angleterre, aucun de ses rayons ne vint réfléchir sur les ministres, ils avoient avili et persécuté le célèbre amiral, qui l'avoit remportée avant qu'il partît pour sa destination ; ils le rappeloient au moment même de ses conquêtes. L'histoire de cette époque, qui n'embrasse que trois mois, est marquée par les tentatives humiliantes et inutiles que fit le gouvernement pour obtenir

la paix de la Hollande, quoique M. Fox, avant son entrée au ministère, eût promis au parlement un succès assuré. La pairie, dans presque le seul exemple où elle fut conférée, fut extorquée du souverain, sans même qu'on remplit, à cet égard, ce qu'exigeoient le devoir et le respect; et l'administration Rockingham étoit destinée à montrer, dans la personne de sir Fletcher - Norton, le spectacle extraordinaire d'un pair, nouvellement créé, baisant la main du roi dans l'appartement de la reine, contre toutes les formes et tous les usages.

Un bill qui, sans être d'aucune utilité pour le public, diminuoit d'un côté la dignité attachée à la personne du souverain, et de l'autre désarmoit tout ministre futur, en lui laissant à peine de quoi piquer l'émulation ou récompenser le mérite et l'attachement; un bill qui, en forçant toutes les administrations, par le défaut de places, de multiplier la pairie, comme la seule chose dont on leur permît de disposer, et qui, s'il n'est pas annullé, peut détruire la balance de la constitution; un bill bien connu, bien caractérisé par le nom de son éloquent, mais visionnaire auteur, parut au grand jour, et passa rapidement dans les deux chambres du parlement, tandis que le

roi étoit forcé de prêter son nom au complément d'une loi qui réformoit sa maison et désarmoit son autorité.

Cette atteinte imprudente et impolitique, portée à la majesté du trône, fut accompagnée et suivie de pareilles invasions sur les franchises héréditaires du peuple : sous le prétexte spécieux d'anéantir l'influence corruptrice de la couronne, un corps aussi grand qu'industrieux, les officiers des douanes furent privés du droit de voter dans les élections, pour nommer leurs représentans au parlement ; et la récompense naturelle due au mérite ou à des services fut convertie par la législature, en une privation injuste.

Mais heureusement pour le monarque et pour la nation, un ministère, où l'hypocrisie tenoit lieu d'action, dont les conquêtes étoient bornées au cabinet de Saint-James, et qui n'étoient vantées que par des commis de boutique, approchoit de sa fin. A peine peut-on dire que la mort du marquis de Rockingham, arrivée le premier juillet 1782, ait précédé sa chute politique : il mourut dans le voisinage de Londres, regretté uniquement par ses amis et ses partisans, estimé comme un ministre vertueux et bien intentionné, malgré son incapacité ; son élévation à la première place

de l'administration compromit sa réputation comme homme à talens, et deux fois il fut destiné, sous le règne actuel, à voir l'édifice politique qu'il avoit élevé, s'affaisser en peu de mois et tomber sous son propre poids. Comme Galba, « *Major privato visus, dùm » privatus fuit; et omnium consensu, capax » imperii, nisi imperasset* ».

Délivré par ce coup de fortune d'une *chaîne* également dure et humiliante, le souverain fit un choix parmi ses serviteurs plus conformes à ses inclinations personnelles, et plus faits pour régénérer l'état. Le comte de Shelburne prit le bâton vaquant de trésorier, qui avoit échappé des mains du feu marquis; tandis que l'honnête et vertueuse incapacité du dernier chancelier de l'Echiquier, fut suppléée par une probité également à toute épreuve, mais accompagnée de ces talens sublimes, que M. Pitt seul a déployés de nos jours. Après avoir dédaigné les avances du dernier ministère, après avoir refusé d'y jouer un rôle inférieur ou d'accepter une place secondaire, il parut d'abord au premier rang du gouvernement, et prouva à une nation étonnée que, dans un poste aussi difficile que celui de la surintendance des finances compliquées d'un royaume épuisé et appauvri, il pouvoit réunir l'énergie et la vi-

gueur de la jeunesse, à la maturité et à l'expérience d'un âge plus avancé.

Quelques changemens subordonnés dans les autres départemens de l'état complétèrent la nouvelle administration, dont la fin prochaine de l'année et de la session, et la prorogation du parlement qui en devint une suite nécessaire, favorisèrent les commencemens. Les partisans du lord Rockingham remplirent la chambre basse de hauts cris et d'insinuations malignes contre des motifs supposés et contre les auteurs d'un changement si fatal, disoient-ils, aux intérêts de la monarchie. M. Fox, d'un air noble et magnanime, M. Burke, d'un air plaintif et abbattu, donnèrent respectivement leur démission ; les exclamations dolentes du dernier ne cessèrent qu'à l'arrivée de la baguette noire, et à l'ordre d'attendre le chancelier à la barre de la chambre des lords. La session finit, et déjà l'oubli étendoit son voile sur la dernière administration, tandis que de nouvelles convulsions, de nouveaux orages politiques se formoient en silence, mais rapidement, sous les ailes du temps ; la paix qui avoit fui pendant tant d'années se préparoit à revenir, l'inaction et la suspension d'hostilités au-de là de l'Océan atlantique, amenoient par degré la tranquillité à l'Eu-

rope ; l'Amérique , déjà déclarée indépendante par la législature, n'occupoit plus les armes et les efforts de la Grande-Bretagne. La Hollande , divisée par la faction d'Orange et la faction républicaine, soutenoit foiblement sa part de la commune attaque. La France, arrêtée au milieu de ses conquêtes par le bras de Rodney, vit sa marine si vantée, dispersée dans le Nouveau-Monde, heureuse d'échapper à la poursuite d'une flotte victorieuse , de tomber dans les ports de la Martinique et de Boston. Il ne restoit plus qu'à humilier l'orgueil de l'Espagne qui, enflée de succès inaccoutumés , et étalant avec insolence des lauriers cueillis à Minorque et en Floride, avoit rassemblé toutes ses forces autour de Gibraltar ; et croyoit déjà réduire cete fière forteresse. Pour satisfaire la vanité nationale, et en même temps pour acquérir de la gloire, un prince quitta les plaisirs efféminés de Versailles , et voulut être témoin de la réduction du fort. On fit des préparatifs qui ne l'ont cédé qu'à ceux de Philippe II contre Elisabeth, pour hâter et assurer le succès du plan favori de la cour de Madrid ; et l'Europe, ainsi que le comte d'Artois, avoit les yeux fixés sur ce superbe spectacle. Je n'ai pas besoin de rapporter cet l'événement tracé en caractères qui

doivent durer aussi long-temps que la valeur et la renommée guerrière seront révérées parmi les hommes. Les formidables armemens de Charles III périrent sous le feu supérieur de la garnison, et les malheureuses victimes qui échappèrent à l'embrâsement ne dûrent leur salut qu'à la pitié des mêmes ennemis dont ils avoient médité la perte.

Ce fut à cette lueur de gloire et de succès que se termina une guerre fatale à l'Angleterre pendant ses progrès, et qui, plus d'une fois avoit menacé jusqu'à son existence. Des négociations prolongées pendant toute l'automne, amenèrent une pacification générale au commencement de 1783, dont les conditions, quoique bien différentes de celles que la Grande-Bretagne avoit dictées lors des traités d'Utrecht et de Fontainebleau, n'étoient ni honteuses ni désavantageuses, eu égard à l'affoiblissement des finances de la nation: la France rendit presque toutes ses acquisitions, tandis que l'Espagne conservoit ses conquêtes; et la Hollande qu'on avoit forcée à sortir de son système pacifique, fut abandonnée de ses alliés, et obligée d'expier, par des concessions, le tort qu'elle avoit eu de se départir de son ancienne politique et de ses anciennes alliances.

Mais les flots de parti, si long-temps et si violemment agités, ne se calmèrent pas aussi-tôt après l'extinction d'une cabale ennemie. Les deux factions puissantes qui avoient successivement tenu et perdu les rênes du Gouvernement, malgré l'inimitié qui régnoit entre elles, se réunirent contre les nouveaux intrus : la réputation du premier lord de la trésorerie étoit heureusement établie par plusieurs qualités imposantes de l'esprit, par des manières gracieuses et populaires, et par une connoissance profonde des intérêts d'Angleterre ; mais elle n'avoit pas ce cachet de probité et de principes, sans lequel une grande nation ne donne jamais son estime et sa confiance. Ses ennemis lui réprochoient de la fausseté et de la duplicité ; les accusations et les soupçons circuloient, mais peut-être ne tiroient-ils leur origine que de la calomnie qui accusoit sa conduite comme ministre, et insinuoit qu'il ne devoit ses richesses personnelles, qu'à l'abus qu'il avoit fait de sa place éminente, pendant les dernières négociations, dans le dessein honteux de s'enrichir. Des doutes de ce genre, quelque injustes qu'on les supposât, durent, en opérant sur l'esprit du public, l'indisposer également contre la paix et contre son auteur.

A ces causes palpables et ostensibles de son renvoi, on peut ajouter l'indifférence extraordinaire et presque inexplicable qu'il fit paroître, pour garder une place qui avoit été l'objet prédominant de son ambition. Le parlement s'assembla, et, après de longs et de violens débats, renouvelés à plusieurs reprises, déclara qu'il désapprouvoit la paix récemment conclue; mais il le fit à une très-petite majorité. Il est même probable que cette marque de mécontentement n'avoit pas été accompagnée ou suivie de preuves de ressentiment national, capables de forcer un ministre plein de droiture et de fermeté à donner sa démission. Soit que la conscience du défaut de l'une ou de l'autre de ses qualités, soit que des motifs plus cachés, et qu'on ne peut deviner, aient dirigé la conduite du comte Shelburne, il est certain qu'il n'hésita pas à profiter de l'avis qu'on lui donnoit et à se démettre, sans différer, de son emploi : mais quoiqu'il eût fait cette retraite pusillanime et précipitée, le chancelier de l'échiquier, animé par des sentimens de probité, d'honneur et de fidélité envers son prince et son pays, refusa généreusement de les abandonner au ressentiment et aux ordres arbitraires de deux factions qui avoient mutuellement

sacrifié tous principes, et même toute décence, pour étancher la soif ambitieuse qui les dévoroit.

Après une lutte mâle, courageuse, mais inutile, il se vit forcé de céder à des forces supérieures. Le souverain, qui s'étoit vainement efforcé de composer une nouvelle administration, et qui avoit été assiégé dans son propre palais pendant six semaines, trouva les lignes de circonvallation trop fortes pour être forcées, et se rendit une seconde fois prisonnier de guerre. Les deux chefs victorieux qui avoient consenti d'oublier toutes les causes passées de ressentiment, ouvrirent la brèche en triomphe, lièrent leurs captifs, postèrent des sentinelles et s'emparèrent des dépouilles qu'ils avoient trouvées ; mais la partie la plus précieuse du butin tomba en partage à monsieur Fox, et la trésorerie passa des mains foibles et sans nerfs du Lord Rokingham, aux mains laborieuses et serviles du duc de Portland. Lord North, qui ne sentoit pas, avec César, qu'il valoit mieux être le premier dans un village que le second dans un empire, se contentoit de la part médiocre de pouvoir et de profit que lui accordoit la libéralité de ses nouveaux associés. Trop heureux d'obtenir une amnistie pour les malheurs de son

administration, et bercé des louanges de ceux qui naguère ne demandoient que des haches et des échafauds, il tomba sans émotion dans une place subordonnée, et remit le premier emploi de l'état entre des mains plus habiles ou plus ambitieuses.

Une pause succéda à cette révolution ministérielle; le monarque et la nation étant également incapables de faire sur-le-champ quelque effort pour s'affranchir. La coalition leur mit des fers à tous deux, et peu jalouse d'acquérir l'affection, elle se contentoit de la soumission de ses prisonniers: se reposant sur ses forces réunies pour garder les conquêtes qu'elle avoit faites, elle ne songeoit qu'à se procurer les moyens de perpétuer et d'étendre le terme de sa durée. Pour y parvenir il étoit nécessaire de reconstruire l'édifice que son esprit de réforme venoit imprudemment d'abattre, et de substituer d'autres charges et d'autres emplois à la place de ceux qui avoient été anéantis dans la maison du souverain. Ces brillantes rêveries devinrent une occupation agréable pendant la séparation du parlement, et l'hiver qui succéda vit imposer à un peuple docile les chaînes qu'une ambition démesurée avoit fabriquées avec toute la solennité de la loi.

Il y a cependant des bornes prescrites à la violence, qu'il est impossible de passer; et la coalition apprit par sa propre expérience qu'il n'est pas de réunion de talens et de pouvoirs qui puisse soutenir un gouvernement où tous les principes ont cessé d'exister. Les formes de la constitution et la sainteté des lois n'empêcheront pas une nation généreuse et éclairée de voir les abus de cette autorité qui, en anéantissant les priviléges, combat aussi contre la liberté: le temps seul pouvoit mûrir ces réflexions; et l'administration accéléra leur perte par les mêmes moyens qu'ils avoient employés pour mettre leur grandeur à l'abri de tout accident.

M. Fox présenta son célèbre bill de l'Inde orientale avec ses talens supérieurs qui l'ont si éminemment distingué dans l'histoire du siècle présent: quoique l'Inde ne fût pas dans ce département qu'il présidoit comme secrétaire d'état, l'énergie de son caractère et la foiblesse de son nouveau collégue lui permirent de prendre cette tâche difficile et dangereuse; le fonds vaste et inépuisable de renseignemens et de matériaux que possédoit monsieur Burke, suppléèrent à quelques défauts de mémoire ou d'information locale. Cependant les institutions de Timur, et les

plus sages réglemens de la politique européenne étoient refondus par ce généreux législateur. Les vexations et les malheurs sous le poids desquels l'Inde avoit si long-temps souffert, les exactions commises par les employés de la compagnie, les guerres injustes et téméraires dans lesquelles ils s'étoient engagés, tout cela fut peint des couleurs les plus fortes, fut condamné de la manière la plus décisive. On présenta mille projets pour remédier à ses maux nombreux, et on rejeta tous ces palliatifs comme ne pouvant détruire une maladie qui avoit pénétré le système entier, et qui demandoit des mesures d'une vigueur plus qu'ordinaire dans la législature. La chambre des communes céda à ces argumens victorieux et ministériels, si faits pour opérer sur ses passions comme sur son jugement: l'opposition inutile qui eut lieu de la part de monsieur Pitt, et de quelques-uns de ses partisans, n'empêcha ni ne retarda les progrès rapides du bill; il passa dans une chambre du parlement, à une prodigieuse majorité; et on ne craignit pas que l'autre chambre, généralement disposée à voir d'un œil favorable les mesures de toutes les administrations, rejetât celle qui lui

étoit présentée. La coalition parut sur le point d'arriver au port, et de réussir dans ses projets de grandeurs.

La magnanimité et la pénétration du souverain éveillées et dirigées par les sages exhortations de ceux qui environnoient le trône dans cette conjoncture critique, sauvèrent la patrie des malheurs qui alloient l'accabler. Les grands corps qui se trouvoient dans les différentes parties du royaume, justement alarmés de la violation des droits de la première compagnie commerçante de la nation, se préparèrent à réclamer et à défendre leurs privilèges, ou leurs propriétés menacées. Londres montra la première ces symptômes de consternation, et son exemple fut suivi par les provinces et les villes principales. Adresses, remontrances, pétitions arrivoient de toutes les parties de la Grande-Bretagne; la satire et le ridicule, qui opèrent si puissamment sur l'esprit des hommes, se réunirent à la raison et aux plus solides argumens, pour renverser un ministère qui vouloit élever sa propre grandeur sur les ruines de la constitution. Deux caricatures, conçues avec beaucoup d'esprit, et dont l'effet ne peut être comparé qu'à la chanson *de Lillabullero*, sous Jacques II, circulèrent dans

toutes les sociétés. Dans une de ces caricatures, le secrétaire d'état qui avoit donné le bill, étoit représentéportant, comme Atlas, sur ses épaules l'hôtel de la compagnie des Indes, tandis que les directeurs effrayés, regardant par les fenêtres, demandent vainement du secours contre la violence; l'autre représentoit son entrée triomphante à Dehli, capitale de ses états, nouvellement conquis. M. Fox étoit habillé dans le superbe costume asiatique de Shaw Allum, tandis que son collégue obéissant, lord North, abaissé au rôle d'éléphant, portoit le vainqueur sur son dos; M. Burke, en qualité de trompette, devançoit la procession, proclamant les vertus et les trophées de ce successeur de Tamerlan et d'Aureng-Zeb.

L'orage de l'indignation nationale, quoique long à se former, s'étoit amassé et alloit fondre avec la dernière violence; la chambre des pairs donna l'exemple en rejetant le bill de l'Inde, et le lendemain vers la nuit sa majesté envoya demander les sceaux aux deux secrétaires d'état. On vit naître aussi-tôt une administration à la tête de laquelle fut M. Pitt, et dont on peut dire qu'il a formé le principe vital. Néanmoins les derniers ministres étoient si sûrs de leur ascendant dans la cham-

bre des communes, et méprisoient tellement ces efforts que la couronne faisoit pour s'affranchir, qu'ils rioient aux éclats quand on leur parloit du nouveau ministère ; ceux même dont le jugement et l'expérience en matière parlementaire étoient le plus respectés, osèrent prédire qu'en peu de jours on verroit la fin de ce gouvernement fugitif, par une mort ou violente ou graduelle. Pour la première fois depuis l'avénement de la maison de Brunswick, peut-être même depuis l'existence de la monarchie, le souverain et le peuple s'unirent en opposition contre les représentans du peuple. Ce siége, pendant près de trois mois qu'il dura, M. Pitt, le soutint plus par son courage patient et passif que par ses talens ou sa probité, et il ne conseilla pas à son souverain d'avoir recours au dernier moyen constitutionnel qui lui étoit laissé, celui de la dissolution, jusqu'à ce qu'enfin plus de cent vingt adresses rédigées en termes de loyauté et de réprobation contre l'attentat fait au privilége, ne permirent pas de douter de la joie universelle que cette dissolution ameneroit dans le royaume. Les élections pour le nouveau parlement qui, dans ce siècle, n'avoient jamais été si pures et si libres de toute influence ministérielle, dé-

montrèrent invinciblement combien les principes et la conduite de la dernière administration étoient odieux à la nation. Le premier ministre sortant enfin de l'état de la plus pénible oppression, parut dans un jour politique; et les rênes du gouvernement si longtemps et si violemment tenues par la coalition, tombèrent de ses mains. C'est de cette époque que nous pouvons dater l'élévation lente mais progressive de l'empire britannique, qui, ébranlé et bouleversé pendant la guerre malheureuse de l'Amérique, n'avoit pas moins été agité par des factions intestines depuis qu'elle étoit terminée : mais avant d'arriver à cette scène satisfaisante, je crois devoir tracer le tableau de l'empire, au moment où le ministre actuel commença son administration.

Epuisé dans ses finances et énervé par la succession rapide de tant de gouvernemens, l'état étoit foible, languissant et découragé. Les fonds publics paroissoient tomber au-dessous du point de discrédit où les malheurs de la guerre les avoient réduits, et la confiscation qui avoit menacé la compagnie des Indes, quand le bill de M. Fox attaquoit ses propriétés, lui avoit ôté la confiance du peuple. Les revenus étoient diminués par les har-

dis projets de la contrebande; aucune alliance étrangère, aucune liaison avec quelques-unes des grandes puissances du Continent, n'offroient la perspective d'un secours efficace pour les guerres à venir. La Hollande étoit entiérement gouvernée par la faction républicaine qui, sous Vanberkel, comme dans le siècle précédent, sous les Dewitt, avoit formé la liaison la plus étroite avec la cour de Versailles, tandis que le prince d'Orange, ne conservant guère de sa puissance que le nom de Stathouder, étoit réduit à un état d'insignifiance passive. Le Dannemarck, dont les souverains avoient été liés pendant près d'un demi-siècle avec la couronne d'Angleterre, par le sang et la politique, et dont les intérêts naturels, opposés à ceux de la Suède, tendoient à confirmer ces liens, s'étoit départi de ses anciens principes, et ne cultivoit plus l'amitié d'un royaume, incapable de protéger ou de se faire respecter dans la Baltique. On ne pouvoit attendre aucune marque d'amitié de la part de la cour de Stockolm, attachée pendant des siècles à la France. L'empereur, occupé de système de réforme ou de projets d'agrandissement, méditant l'échange des Pays-Bas avec l'électeur Palatin, attaquant honteusement la république de Hol-

lande, dont, au mépris des traités les plus sacrés, il avoit, par force, éloigné les troupes des frontières de Flandre. Joseph II, engagé dans ses ambitieuses entreprises, et déjà lié avec la cour de Petersbourg, pouvoit être regardé plutôt comme ennemi, que comme ami de la Grande-Bretagne. La Russie restoit toujours dans une mésintelligence perfide, tandis que la France, toujours conduite par les conseils imposans de Vergennes, paroissoit étendre, cimenter et confirmer sa grandeur.

Les premières années de l'administration actuelle furent principalement caractérisées par ses réglemens utiles de commerce et par ses opérations salutaires de finance, si nécessaires à un royaume déchu et apauvri. On présenta et on décréta un bill de l'Inde, doux et temperé dans son esprit, et entièrement différent de ces principes avides et arbitraires qui ont rendu l'autre si généralement odieux; on adopta les mesures les plus efficaces et les plus vigoureuses pour arrêter la contrebande. Les bois et les forêts royales, d'où on pouvoit tirer bien des secours pour la marine, mais qui avoient été complétement abandonnés pendant un demi-siècle, comme un objet de protection nationale, n'échappèrent pas à la

vigilance d'un ministre ardent à profiter de toutes les ressources. On fit des provisions pour la diminution lente, mais certaine, de la dette publique, et cela par des moyens heureusement combinés; la consolidation des douanes et de l'excise, ouvrage qui exigeoit un travail et des détails immenses, dont l'avantage pour le commerce est incalculable, et qui suffiroit seule pour immortaliser une administration, ne tarda pas à avoir son plein et entier effet; elle avoit échoué sous le ministère foible de lord North, et son établissement valut à son auteur des applaudissemens universels. Cette longue liste de mesures éclairées et patriotiques fut fermée par le succès d'un des plus grands, des plus difficiles efforts qui ait distingué le siècle présent; je veux dire le traité de commerce avec la France. Une politique vaste et généreuse, les plus grands encouragemens donnés à l'industrie générale, l'extension de commerce et l'extinction de ces haines et de ces jalousies mutuelles qui ont si souvent agité les monarchies rivales de France et d'Angleterre.

Tels sont les traits caractéristiques d'un traité qui, malgré les longues objections qu'il essuya dans le parlement, mérita l'approbation universelle, et extorqua des éloges invo-

lontaires. Le génie de la Grande-Bretagne, depuis long-temps enchaîné, commença à reprendre son ancienne énergie, et délivré de l'anarchie domestique, il se prépara à reparoître sur le théâtre de l'Europe, d'où il avoit été banni par des calamités intestines. La signature de la ligue germanique à Berlin, dont l'objet étoit la conservation des droits de l'empire, contre les projets ambitieux de Joseph II, fut la première marque qu'il donna de son attention aux affaires du continent; et quoique sa majesté britannique n'accédât à cette confédération, qu'en sa qualité d'électeur d'Hanovre, son effet s'étendoit indubitablement au-delà de son objet ostensible, et rappeloit les Anglais au rôle qu'ils devoient jouer.

Pendant que sous un gouvernement sage, vigoureux et économique, nous reprenions ainsi notre ancienne dignité parmi les états de l'Europe, les nuages du mécontentement populaire s'étendoient rapidement sur la France. Ni Sully, ni Colbert n'auroient pu rétablir les finances enveloppées, depuis la fin de la dernière guerre, dans des embarras et des difficultés sans cesse renaissantes: dans les mains de Calonne, élevé à la surintendance, elles annoncèrent une insolvabilité

prochaine et inévitable. Quoique la cour de Versailles eût beaucoup perdu de sa majesté et de son éclat, par les nombreuses réformes qui avoient eu lieu successivemeut, le ministère n'avoit embrassé aucun système judicieux d'économie, n'avoit adopté aucune mesure sage et énergique, soit pour diminuer les charges nationales, soit pour liquider l'énorme dette contractée sous le feu roi et sous le roi actuel, soit enfin (ce qui sembloit être plus nécessaire pour sa sureté personnelle) pour se mettre en garde contre les effets de l'indignation publique.

Louis XVI avoit déjà survécu aux respects de son peuple quoiqu'il n'eût rien perdu de son affection : les premières années de son règne, guidées par Maurepas et Vergennes, s'étant annoncées par les plus brillans succès lesquels, en flattant la vanité nationale, cachoient, en quelque sorte, le désordre extrême qu'ils avoient mis dans les finances ; le roi ne possédoit aucune de ces qualités extérieures ou intellectuelles faites pour éblouir ou pour suppléer à des dons plus solides ; sa figure étoit sans noblesse, son air gauche et embarrasé. Il ne savoit prendre ni les manières ouvertes et engageantes d'Henri IV, ni la condescendance majestueuse de Louis XIV ;

attaché à la reine, plutôt par les sens que par une tendresse véritable, et évitant, par des scrupules religieux, de lier quelque commerce de galanterie avec d'autres femmes, jamais il ne viola la foi conjugale, quoique entouré de courtisans intéressés à lui inspirer des désirs qu'ils auroient volontiers servis; adonné aux plaisirs de la table, et passant même quelquefois les bornes de la tempérance et de la sobriété, il cédoit, dans ces momens faciles, aux demandes réitérées qu'occasionnoient les prodigalités de la reine et de son frère, comte d'Artois. Ses dépenses personnelles étoient modérées, ses plaisirs peu nombreux: les premières se bornoient à la construction du château de Compiegne et aux réparations du palais de Versailles: les autres consistoient principalement dans l'exercice de la chasse. Quoique son éducation eût été très-négligée pendant la vie de Louis XV, son esprit n'étoit pas inculte, et depuis son avénement au trône, il avoit acquis beaucoup de connoissances dans les lettres, l'histoire, la géographie, fruit heureux des études solitaires auxquelles il se livroit; mais dans l'art de régner il n'avoit fait que peu de progrès, ou plutôt il n'en avoit point fait du tout: exempt de toute ambition, il ne projetoit aucune con-

quête, même il désapprouvoit; passivement toutefois, l'alliance avec l'Amérique, dans laquelle ses ministres l'avoient engagé au commencement de son règne; et ce ne fut qu'avec répugnance qu'il consentit enfin à aider l'indépendance des Américains; ces talens, tout bornés qu'ils étoient, étoient cependant capables de lui faire comprendre et remplir les hautes obligations d'un monarque; il aimoit son peuple et désiroit ardemment, à quelque prix que ce fût, de rendre son règne cher à la France. Ennemi de la cruauté, et d'un caractère susceptible des impressions de la pitié et de l'humanité, il ouvrit les portes du château de Vincennes, qui, pendant des siècles, avoient été une des principales prisons d'état, et mitigeoit, en plusieurs occasions, la rigueur du pouvoir arbitraire, dont son grand-père avoit abusé; sa conduite, pendant la nuit du 5 octobre 1789, a prouvé, malgré les doutes qu'on a formés à cet égard, qu'il ne manquoit pas de résolution ou de courage personnel. Mais la qualité qui lui a toujours manqué, et au défaut de laquelle on peut principalement attribuer tous les malheurs de sa vie, c'est le courage et la résolution politique. Dans des temps de tranquillité et de repos, ce défaut n'eût pas été connu, ou s'il l'eût été, ses effets

effets n'auroient pu perdre de leur dangereuse influence. Dans des temps orageux, dans des insurrections populaires, il a bouleversé la monarchie et menacé l'existence du trône même.

Le caractère de la reine, quoique entièrement opposé à celui de Louis XVI, étoit peut-être plus propre à aliéner les affections et à exciter les murmures de la nation. Les charmes de la faveur populaire, les productions les plus flatteuses de la poésie et du génie, qui s'empressoient d'annoncer la gloire et la prospérité de son règne, avoient embelli le peu de temps qui s'étoit écoulé depuis son mariage avec le dauphin en 1770 jusqu'à son avènement au trône. Son éducation a la cour de Vienne, sous l'œil sévère de Marie-Thérèse, princesse en qui la piété et la pureté de mœurs étoient portées à un degré éminent, garantissoit en quelque sorte l'existence de qualités précieuses dans le cœur de sa fille, excepté son attachement à l'auguste famille dont elle sort; mais Marie Antoinette semble n'avoir hérité d'aucune des vertus, comme d'aucun des vices qui caractérisent la maison d'Autriche. Les prédictions séduisantes de la flatterie, prodiguées à la dauphine, la reine ne les réalisa pas. Sa

légéreté, sa dépense excessive, sa dissipation, ses attachemens, ses retraites mystérieuses, et peut-être plus que tous ces défauts, l'abus supposé de l'ascendant qu'elle avoit acquis et conservé sur son royal époux, indisposèrent par degré tout le peuple contre elle; et à mesure que les embarras publics augmentoient, la rendirent généralement odieuse. Ses actions furent examinées avec la plus grande sévérité: d'un côté, ses liaisons politiques avec l'ambassadeur de l'Empire, étoient hautement blâmées; de l'autre, on condamnoit, avec la dernière rigueur, son intimité personnelle avec le comte d'Artois. Les imputations les plus injurieuses à sa réputation, comme femme et épouse, se joignoient à l'idée que l'on conservoit par-tout, qu'elle étoit disposée à sacrifier les intérêts et à piller les trésors du royaume sur lequel elle régnoit, pour agrandir son frère l'empereur. On l'accusoit de servir les foiblesses, et même de stimuler les inclinations du roi, dans le dessein de tirer parti de son extrême complaisance, ou d'une privation momentanée de réflexion.

Les visites continuelles et les longues conférences qu'elle accordoit à mademoiselle Bertin, excitèrent des sentimens de désap-

probation en ceux qui trouvoient indécent que la première reine de l'Europe perdît son temps à faire des consultations sur un bonnet ou sur un mouchoir. L'acquisition qu'elle fit du château de Saint-Cloud, au milieu de la détresse générale, fut taxée d'impudence et de profusion. Ses retraites fréquentes à Trianon, n'offroient, disoit-on, que des scènes de scandale. Sa conduite mystérieuse et inexplicable, relativement au fameux collier, attestoit qu'elle l'avoit acheté; et quoique le cardinal de Rohan et la comtesse de la Motte aient été victimes dans cette célèbre affaire, la reine avoit laissé des impressins désavantageuses à son honneur dans l'esprit d'une nation, disposée à voir toutes ses actions d'un œil défavorable. Sa prédilection pour la duchesse de Polignac éprouva les plus malins commentaires du préjugé satyrique; et les dons multipliés ou les hauts emplois dont cette famille étoit chargée, ajoutèrent nécessairement au poids de l'exécration publique. Ces nouvelles accumulées de l'animadversion populaire, circuloient avec rapidité, et étoient reçues avec une égale avidité par une multitude ignorante et crédule, qui remplissoit les arcades du Palais-royal, et qui conçut la haine la plus invétérée contre la reine, qu'on

regardoit comme l'auteur du malheur de la France; elle l'avoit déjà marquée comme une victime de l'indignation générale, et attendoit avec impatience l'occasion favorable qui sauveroit le souverain et la nation des maux prétendus que causoit son influence, et laisseroit Louis XVI aux impulsions de sa bienfaisance naturelle et de son amour pour son peuple.

Le comte de Provence, frère du roi, jouoit un rôle très-subordonné sur ce grand théâtre: soit qu'il manquât de talens pour exciter l'attention publique, soit qu'il les cachât par des motifs de prudence, il ne paroissoit que dans l'arrière-scène, et faisoit contraste avec les qualités imposantes qui distinguoient le comte d'Artois. D'une figure bien plus agréable que l'un ou l'autre de ses frères, ce prince avoit encore des manières plus nobles, sinon plus affables. Attaché à la reine par la similitude des goûts et du caractère, il la surpassoit en profusion, dépense et dissipation. Après avoir passé la matinée à cheval dans la plaine des Sablons, il ne quittoit cette pénible occupation que pour se reposer dans les bras de mademoiselle Contat. Bagatelle, ce petit palais, qu'il avoit fait construire dans le bois de Boulogne, étoit à la fois le théâtre

de la volupté la plus raffinée et du plus dispendieux plaisir que le luxe pût rassembler. Deux fils, déjà dans l'âge de la puberté, et qui annonçoient une constitution vigoureuse, attiroient les yeux de la nation, et lui donnoient une supériorité marquée sur le comte de Provence, dont le lit étoit stérile. L'état foible et languissant du dauphin, que ses infirmités menaçoient déjà d'une fin prématurée, ne laissoit que le duc de Normandie entre lui et la succession éventuelle à la couronne. Quoiqu'il n'eût aucun de ces talens qui percent et subjuguent, cependant, son caractère étant plus décidé, plus tranchant que ceux du roi ou du comte de Provence, il fut plus en spectacle au monde; et par ses liaisons avec la reine, il influa beaucoup sur les affaires de l'état.

A une plus grande distance du trône, mais décoré du titre de prince du sang, on voyoit le duc d'Orléans. Possesseur de revenus immenses, ayant en réversion tous les domaines de son beau-père, le duc de Penthièvre, il pouvoit être regardé comme le plus riche sujet de l'Europe. Toutefois sa réputation en générosité et en munificence n'étoit nullement proportionnée à ses vastes possessions; au contraire, quoiqu'il n'épargnât rien pour

ses plaisirs, la voix publique l'accusoit de prendre des moyens d'économie, indignes de sa haute naissance et de sa fortune brillante. Jaloux de passer dans l'esprit du public pour resembler à Henri IV et au duc d'Orléans régent, il ne leur ressembloit en aucune manière, si ce n'est dans les foiblesses qui ternirent le caractère de l'un, et dans les vices qui souillèrent la vie de l'autre. La bienfaisance, la valeur héroïque, la clémence qui caractérisoient le roi de Navarre, ne pouvoient se remarquer dans son petit-fils ; les talens sublimes, le génie militaire et les talens variés d'un homme d'état et d'un général, que possédoit le régent, on les eût vainement cherchés dans le duc d'Orléans.

Livré à toutes sortes de plaisirs, il n'y portoit ni élévation, ni rafinement. Son courage personnel, qui a éprouvé plus d'un doute injurieux, depuis la journée d'Ouessant, ne s'étoit pas relevé dans l'inutile tentative qu'il fit de se signaler, en accompagnant Charles et Robert dans l'air. Les réflexions malignes jetées auparavant sur son intrépidité, comme officier naval, furent suivies de pasquinades sur ses craintes supposées dans le ballon ; et l'on disoit qu'il avoit été aussi malheureux dans le parc de Meu-

don, où il termina son ascension aërienne, qu'il l'avoit été, dans une autre époque de sa vie, dans le voisinage des îles d'Ouessant Néanmoins il possédoit des qualités, qui, dirigées par un jugement sain, auroient pu le délivrer du fardeau de la censure publique, sous lequel il étoit opprimé; ses talens étoient sans contredit au-dessus du médiocre; il avoit de la tenue dans le caractère, des manières affables et populaires, un esprit cultivé et une grande connoissance des hommes.

Depuis le duc d'Alençon, frère de Henri III, roi de France, qui, poursuivant le dessein qu'il avoit formé d'épouser Elisabeth, passa en Angleterre, le duc d'Orléans étoit le seul prince de la maison de Bourbon qui eût visité cette contrée. Le désordre affreux des finances et les mesures désespérées ou arbitraires auxquelles la cour étoit perpétuellement forcée de recourir, mesures qui consistoient principalement en des emprunts ruineux et toujours renaissans, avoient fourni à ce prince une occasion de regagner la faveur populaire, et il avoit su en profiter. A cette cause publique et ostensible de sa séparation d'avec la cour, se joignoient encore quelques mésintelligences particulières. La reine de France se montroit contraire à un projet d'al-

liance dont il étoit alors question. et qui consistoit à marier le fils aîné du comte d'Artois à la fille du duc d'Orléans, mariage qui auroit pu avec le temps élever la jeune princesse au trône de France. Animé, stimulé par ces motifs; le duc d'Orléans parut se réveiller tout-à-coup de sa léthargie mondaine et voluptueuse, et prit aux yeux de tous les Français, le caractère plus honorable d'ennemi déclaré du despotisme et de protecteur du peuple. Ce changement de conduite produisit bientôt sur les habitans de Paris tout l'effet qu'il pouvoit en attendre; il passa avec la plus étonnante rapidité du dernier degré de l'abaissement et du mépris au comble de la faveur et de l'affection générale.

Tel étoit l'aspect qu'offroit la cour de Versailles au commencement de l'année 1787, et tels étoient les principaux personnages dont cette cour étoit composée. Chaque jour amenoit de nouveaux sujets de mécontentement, et chaque jour aussi l'on voyoit grossir les germes de la révolte et de l'insurrection. Les canaux ordinaires du revenu public étoient, ou desséchés ou tellement engorgés, qu'ils ne pouvoient plus subvenir aux besoins du gouvernement. On fut donc forcé de recourir à d'autres moyens; et ce fut alors que Ca-

lonne proposa au roi, et lui fit adopter, comme l'uniqne expédient qui pût sauver l'état, la convocation des NOTABLES.

Dans ces circonstances critiques et malheureuses, Vergennes, dont la haute réputation et les talens supérieurs avoient jeté pendant long-temps sur les conseils du roi de France un lustre glorieux, et soutenu le système chancelant du crédit public et de la grandeur nationale, ce ministre, justement célèbre, successeur de Maurepas, qui, depuis sa mort, avoit occupé l'espace de huit années la première place dans l'administration, ne vit que les approches d'une scène dans laquelle ses talens mêmes n'auroient probablement figuré qu'avec un médiocre avantage: la mort l'enleva. Heureux dans ses alliances, dans ses guerres, dans ses négociations, heureux par l'acquisition d'une grande réputation, heureux par la faveur du roi et par l'estime du peuple, il eut encore le bonheur de ne point survivre à ces frêles et incertaines possessions. Différent en cela des Louvois et des Fleury, il ne perdit jamais l'affection de son roi, et l'opinion que le peuple avoit conçue de sa capacité, le suivit jusqu'au tombeau. Admiré, regretté, sa mort fut comme le signal qui mit en jeu tous les élémens

bruyans de la commotion civile, et détruisit peut-être pour toujours dans cette contrée, les fruits salutaires de la tranquillité et de l'obéissance.

Le renvoi de Calonne suivit de près cette époque; et la nomination d'un homme d'église, l'archevêque de Toulouse, à la direction générale des finances, quelles qu'eussent été les espérances d'allégement et de réforme que cette nomination avoit fait concevoir, ne fit à l'événement qu'agraver les calamités nationales et connoître le mécontentement populaire. De nouveaux systêmes, aussi infructueux que les précédens, et calculés pour produire uniquement quelques ressources momentanées, ne purent ni subvenir aux nécessités pressantes de la cour, ni faire taire les clameurs tumultueuses du peuple. Les notables se trouvant également incompétens et peu disposés à porter quelque remède aux innombrables plaies de l'état, leur assemblée fut dissoute, et la nation commença à demander celle des états généraux comme la dernière et unique ressource qui pût débarrasser l'état, et le soustraire au danger imminent de la banqueroute et d'une subversion totale.

Mais les troubles et les dissensions intestines de la république de Hollande, qui pen-

dant long-temps avoient été fomentées et nourries par la politique libéralité du cabinet de Versailles, qui avoient insensiblement grossi sous la main nourricière du ministre Vergennes, et qu'une suite d'habiles négociations avoit encore accrues et enflammées, touchoient en cet instant à leur crise. Jamais moment ne fut plus défavorable aux vues secrètes de la France, et jamais on ne vit un triomphe plus remarquable de la fortune sur les plus profondes machinations de la politique.

Guillaume V, prince d'Orange, tenoit en main le Stathouderat des Provinces-Unies. Allié par le nom plutôt que par le sang à l'illustre maison de Nassau si fertile en héros et en législateurs, on découvroit dans leur successeur peu de traces des qualités sublimes qui ont rendu cette famille immortelle; mais dans la princesse son épouse, fruit de l'union des maisons de Brandebourg et de Nassau, l'énergie caractéristique des deux familles étoit visible. Chassée de la province de Hollande par les indignités et les insultes que le prince avoit essuyées de la part du parti républicain, qui l'avoit forcée à se retirer à Nimégue, elle eut le courage de partir aussitôt pour la Haye, et de traverser sans gardes

sans escorte, tout un pays ennemi, dans l'espoir d'arranger, par sa présence, son adresse et sa flexibilité, le différent qui subsistoit entre son époux et les États. Cependant elle échoua dans cette pénible et délicate entreprise. Un officier militaire au service de la république, sans respect pour sa personne, eut même l'audace de la faire arrêter. Forcée d'abandonner son projet et de retourner à Nimégue, elle implora la protection et l'assistance du roi de Prusse, pour réintégrer le Stathouder exilé dans les offices et dignités héréditaires dont il avoit été si injustement, si inconstitutionnellement privé. Ce ne fut point à son oncle qu'elle adressa ses demandes. Le grand Frédéric n'étoit plus; mais quoiqu'il eût payé le tribut commun à la nature, quoiqu'il eût à Potzdam succombé sous le faix du grand âge et des infirmités, son génie vivoit encore, sa vigueur animoit encore le conseil de Berlin, ou plutôt il avoit repris toute son activité dans la personne du nouveau souverain qui, prompt et sensible à l'injustice, comme on l'est sur-tout à la fleur de l'age, se trouva plus disposé à écouter les plaintes de sa proche parente la princesse d'Orange, et à prendre en sa faveur des mesures décisives.

La circonstance étoit favorable aux intentions de la Prusse ; et l'Angleterre, sous les auspices d'un ministre prompt à saisir l'occasion de reparoître avec honneur et effectuellement sur le continent, se joignit à ces mesures, et seconda la Prusse contre les ennemis de la maison d'Orange. Une armée d'environ quinze mille hommes, commandée par le plus grand génie militaire de l'Europe, le duc de Brunswick, entra dans le territoire des Etats en septembre 1787, et parcourut, aussi rapidement que Louis XIV l'avoit fait dans le siècle dernier, la province de Hollande. La ville même d'Amsterdam, le centre des mécontentemens et le dernier asile des factions française et républicaine, après une courte et infructueuse résistance, capitula et reçut le vainqueur. La révolution fut complète sans effusion de sang ; et la Haye, si long-temps en proie à la discorde et aux animosités, vit, avec toute l'expression de la loyauté et du plus tendre attachement, le Stathouder rentrer dans son sein, et remonter au poste éminent d'où il n'auroit jamais dû descendre.

La France, embarrassée de ses propres affaires, et hors d'état de se mêler de la querelle avec honneur pour elle-même, ou avec quelque espoir de succès pour ses amis, quoi-

qu'elle parût faire un foible effort en leur faveur, prit enfin le parti de céder à l'orage et consentit à désarmer ; bien plus, elle nia publiquement qu'elle eût jamais eu l'intention de soutenir ce parti, pour les succès duquel il est notoire qu'elle avoit prodigué son argent, et qu'elle auroit volontiers enveloppé l'Europe entière dans des guerres sanglantes et interminables. Le rayon de gloire qu'un succès si signalé réfléchit sur le ministère de la Grande-Bretagne, parut plus brillant encore par le contraste qu'offroit alors la France sa rivale, cette éternelle rivalle, qui, quelques années avant ces événemens, unie avec les rebelles américains, sembloit devoir donner des loix à l'univers entier. L'énergie et la sage précaution du ministre anglais ne se ralentit point. Ce ne fut point assez pour lui d'avoir délivré la république de Hollande et d'avoir réintégré le Sathouder. Attentif à profiter du moment favorable et des sentimens de reconnoissance que les secours donnés à propos à cette contrée inspiroient tant au peuple qu'aux chefs de l'administration, il fortifia encore ces dispositions en formant sans délai, et concluant à tout événement un traité défensif avec les Provinces-Unies. Il fut signé en avril 1788, et, ce qui est remarquable, ce

traité fut évidemment calqué sur celui qui, sous les auspices de Vergennes, avoit été conclu entre la France et la Hollande vers la fin de 1785. Il y fut stipulé des secours réciproques tant navals que militaires ; et l'union politique des deux nations fut formée et consolidée par tous les liens que put imaginer la sagesse humaine, unie à la connoissance la plus précise de leurs mutuels intérêts.

Cette alliance si fort approuvée, si avantageuse à l'Angleterre, fut bientôt suivie d'une seconde, semblable dans sa teneur, sa nature et son objet entre les cours de S. James et de Berlin; elle fut ratifiée au mois d'août de la même année. Ces conventions avoient été précédées par un traité subsidiaire entre l'Angleterre et le landgrave de Hesse, par lequel celui-ci s'engageoit à fournir à la Grande-Bretagne, sur sa réquisition et moyennant le paiement annuel d'une certaine somme, un corps de douze mille hommes de troupes réglées.

Ainsi, dans l'espace de quatres année seulement, qui s'étoient écoulées depuis le triomphe complet du souverain et de la nation, sur ce qu'on peut justement appeler *la coalition*, la Grande-Bretagne, sous la conduite d'un ministre qui n'avoit pas encore atteint sa tren-

tième année, sortant tout-à-coup de la plus profonde abjection, avoit regagné son ancienne supériorité parmi les puissances européennes. Les finances avoient été rétablies d'après un système d'économie sevère et non interrompu ; le commerce, dégagé de toute entrave par les sages réglemens d'une politique large et bien entendue, ouvroit aux spectateurs de nouvelles sources de richesses, en se portant dans des parages jusqu'alors inconnus. Le crédit public étoit à un degré d'élévation et de permanence qu'il n'avoit pu atteindre depuis le commencement de la malheureuse guerre avec l'Amérique. Les conseils de la Grande-Bretagne, dirigés par la magnanimité et la droiture, et non par les principes tortueux de la duplicité, excitoient l'approbation et le respect des états voisins, tandis qu'ils répandoient au loin, dans toutes les parties de l'île, la paix et la prospérité.

Les alliances politiques, contractées avec les puissances du continent, assuroient la stabilité de toutes ces dispositions. Les calamités de l'administration de lord North, et l'anarchie qui suivit immédiatement cette époque malheureuse ; la perte inopinée des treize provinces et des deux Florides ; les échecs de Saratoga et de Chesapeake ; les troubles

troubles et la conflagration de la ville de Londres ; en un mot, cette foule d'infortunes de toute espèce qui, pendant une longue suite d'années, avoient opprimé et presque anéanti l'état britannique, tout étoit déjà oublié. Un calme heureux avoit succédé à ces tempêtes. Justement cher à toutes les classes de ses sujets, le roi n'étoit à leurs yeux, qu'un père et un bienfaiteur. Chéri de la nation, le gouvernement étoit respecté au-dehors et le peuple, plus heureux qu'il ne l'avoit jamais été, tournoit les yeux, avec autant d'attendrissement que de vénération, vers la source de ces inappréciables avantages.

L'Angleterre étoit dans cette heureuse situation, lorsqu'un événement inattendu, désastreux, que toute la prudence humaine ne pouvoit ni prévoir ni prévenir, vint tout-à-coup changer la face des affaires. Nous étions destinés à éprouver les effets les plus frappans de l'instabilité de la fortune; à sentir par notre propre expérience que la splendeur et la félicité de l'homme, quelles qu'en soient les bases, sont dans la main d'un être supérieur, qui les donne et les retire en un instant. J'arrive à une époque attendrissante, et les sentimens de ceux qui liront ces esquisses auront déjà devancé les miens. Pour une infinité de

raisons, je me sentirois disposé à couvrir cette époque du voile de l'oubli ; mais la publicité de ces faits capitaux, qui sont une des plus intéressantes portions de nos modernes annales, et plus encore l'instruction salutaire qu'on peut recueillir de ces récits, me défendent de céder à mon inclination particulière. Cependant il n'entre ni dans mon plan ni dans mes intentions de faire l'histoire *privée* de cette étonnante période ; je ne me propose point de mettre au grand jour des faits et anecdotes qui pourroient être, à la vérité, curieuses et amusantes pour la postérité, mais qui, sous tous les rapports, ne doivent point être la lecture du jour. Un sentiment d'affection, de délicatesse et de respect envers un prince généralement chéri, envers une reine qui, dans les plus petits détails de sa vie domestique, a montré, pendant plus de trente ans, la vertu la plus exemplaire, envers ces personnes illustres auxquelles le sceptre de George III, selon le cours ordinaire des événemens, après plusieurs années révolues (nous l'espérons) doit échoir en partage ; enfin une foule de motifs de prudence, de bienséance arrêtent ma plume et m'empêchent de remplir et d'ombrager un tableau dont la sagesse me prescrit (placés comme nous sommes, tout au-près de

l'objet, de ne montrer que les contours aux yeux du public.

Outre les difficultés générales que rencontre tout homme qui ose entreprendre de tracer l'histoire de son propre siècle, et transmettre à la postérité des événemens auxquels il a eu part lui-même, bien réellement, quoique dune manière imperceptible, le sujet que nous allons traiter est par sa nature extrêmement embarrassant. En entreprenant une pareille tâche l'homme de bien ne sera pas rassuré, ni justifié à ses propres yeux en se disant à lui-même, que l'esprit du siècle dans lequel il écrit, l'autorise à écrire sans crainte et sans réserve. Il est dans les ames généreuses un sentiment antérieur à toutes les lois écrites, un sentiment bien plus impérieux, bien plus fort dans son action que tous les réglemens des cours de judicature ou des corps législatifs. Je veux donc assujettir ma plume à ces restrictions, en présentant au peuple anglais la grande chaîne des événemens, tandis que la vérité historique n'a point encore été altérée par l'esprit de parti ou par quelque autre cause étrangère.

Je ferai connoître « non seulement les effets » et les suites des événemens qui presque tou» jours sont amenés par le hasard, mais aussi

» la raison et les causes de ces événemens». (1) Semblables à l'écrivain sublime que je viens de citer et qui vécut sous le règne heureux de Trajan, et nous aussi, nous pouvons, « grace à cette rare félicité des temps « sentir ce que nous voulons, et dire librement ce que nous sentons« (2), nous pouvons, sans craindre le ressentiment des hommes puissans, attacher à leurs actions l'approbation ou le blâme conformément à notre propre conviction. Tel est aussi mon dessein, telle est ma ferme résolution; mais ce n'est qu'à des ames privilégiées, qui savent s'élever au-dessus des petites partialités et des préjugés du moment, qu'il appartient de décider si nous aurons fidellement rempli notre promesse; si nous pouvons sans présomption nous attribuer quelque portion de l'énergie et de la liberté romaine, ou si les immortelles productions des écrivains de l'antiquité seroient souillées et dégradeés par la comparaison de notre manière avec la leur.

---

(1) *Ut non modò casus, eventusque rerum, qui plerumque fortuiti sunt, sed ratio etiam causæque noscantur.*

(2) *Rarâ temporum felicitate, ubi sentire quæ velis et quæ sentias dicere licet.*

Il seroit difficile de trouver dans l'histoire du siècle présent une plus parfaite image du bonheur et de la sérénité que celle qu'offroit l'Angleterre dans l'automne de 1788. Le roi accompagné de son épouse et environné de sa famille, après avoir, loin du chaos des affaires publiques, éprouvé les heureux effets de quelques instans de délassement, et des eaux médicinales de Cheltenham, étoit de retour à Windsor. Sa santé n'étoit pas encore bien parfaitement rétablie; cependant sa situation n'offroit rien dont ses sujets dussent être alarmés. Le prince de Galles passoit l'été, suivant son usage, à son Pavillon-Marin de Brigthelmston. M. Pitt, occupé des fonctions de sa place, étoit détenu dans le voisinage de la capitale, tandis que M. Fox, dont les facultés physiques et morales se trouvoient fatiguées, épuisées par sa pénible assiduité aux séances de Covent-Garden, durant les plus grandes chaleurs du mois d'août, assiduité qu'il avoit cru nécessaire pour assurer l'élection du lord John Townsend comme membre pour Westminster, avoit cru pouvoir se retirer pour quelque temps des embarras de la vie politique, et se livrer à quelque repos nécessaire à sa santé. Ayant quitté l'Angleterre, il étoit allé chercher en

Suisse et en Italie des délassemens analogues à ses goûts et à sa constitution. Les autres principaux chefs tant du parti ministériel que de l'opposition, paroissant oublier pour un temps leurs animosités politiques, étoient dispersés par tout le royaume dans une paisible inactivité. Au milieu de cet état de récréation et de félicité publique, une nouvelle inattendue vint, comme un coup de foudre, réveiller la nation. On apprit que le roi étoit attaqué d'une maladie dangereuse. Pendant plusieurs jours on ne put connoître bien précisément de quelle nature étoit cette maladie. Ceux même qui par leur résidence à la cour pouvoient avoir et donner sur cet objet des renseignemens positifs, n'en donnoient point. Cependant la renommée grossissoit le mal, et pendant plusieurs jours on crut que le souverain n'étoit déjà plus, ou que sa mort étoit prochaine et inévitable.

L'affliction que cette affreuse nouvelle répandit dans toutes les parties du royaume ne peut se comparer qu'à celle qui s'empara du peuple romain, lorsqu'il apprit qu'à Antioche des simptômes de mort, annonçoient la perte prochaine de Germanicus. La situation douloureuse de la reine offroit aussi quelques traits de ressemblance avec celle d'Agrip-

pine. « Tantôt un morne silence, tantôt des » gémissemens, rien n'étoit composé dans » leur maintien, (des romains) point de vai- » nes démonstrations, et quoiqu'ils ne s'ab- » stinssent pas des larmes et des autres mar- » ques de douleur, leurs cœurs n'en étoient » que plus profondément affligés ». (1) Cependant la vérité perça insensiblement, et les craintes de la nation sur l'état de son souverain changèrent de nature. On apprit que le mal s'étoit porté au cerveau, et avoit produit dans le malade, comme il étoit naturel, l'aliénation momentanée de sa raison. Comme la cause de cet accident étoit étrangère et violente, il étoit à présumer que cet état ne seroit pas de longue durée; mais l'évenement étoit incertain, et la suspension totale du gouvernement et de toutes les fonctions attachées à la dignité royale, étoit un mal présent et incontestable. L'état eut en effet à subir une sorte d'interrègne, avec quelques-unes de ces circonstances qui caractérisent ordinairement et accompagnent cette situation malheureuse. Cependant le royaume plongé dans une

(1) *Passim silentia et gemitus, nihil compositum in ostentationem et quanquam neque insignibus lugentium abstinerint, altiùs animis mœrebant.*

anxiété pénible, et les yeux constamment fixés vers son souverain, ne laissa voir aucun symptôme de confusion, d'anarchie ou de commotion civile. Le premier ministre, d'après un consentement et une soumission générale, continua d'exercer les pouvoirs à lui délégués avant l'indisposition du roi. La machine politique, sagement et solidement organisée, ne reçut de ce choc d'autre dérangement, ni d'autre dommage, que celui qui dut inévitablement résulter du délai dans la décision des affaires, et de la suspension des négociations avec les cours étrangères.

A la première nouvelle de la maladie de son pere, l'héritier de la monarchie avoit quitté Brighthelmston, et s'étoit rendu à Windsor, où il fut bientôt après suivi par le duc d'York. Les médécins furent appelés, mais leur art resta sans effet. Comme la nature de la maladie et l'incertitude de ses suites ouvroient un vaste champ aux conjectures et aux projets de toute espèce, on dépêcha un exprès chercher M. Fox, quel que fût le lieu de sa résidence sur le continent, et l'inviter à revenir au plus tôt en Angleterre.

En conséquence de la précédente prorogation, les deux chambres du parlement s'assemblèrent quelques jours après ces événe-

mens extraordinaires. L'agitation générale et la curiosité, quand même il ne s'y fût pas mêlé d'autres émotions d'espérance et de crainte, d'ambition et d'intérêt public, auroient seules suffi pour y attirer un nombreux auditoire. M. Pitt ouvrit la séance par un discours concis et pathétique sur l'objet de leur convocation; mais comme il espéroit, dit-il, que l'indisposition du roi seroit dissipée sous peu de jours, il proposa à l'instant même un ajournement à quinzaine. La proposition fut reçue dans un profond silence par le côté de l'opposition, qui n'y donna qu'un muet acquiescement. Leur chef n'étoit point encore arrivé, et dans des circonstances si délicates et si imprévues, ils n'avoient pu ni déterminer ni arranger leur plan d'action. Dans l'intervalle de cet ajournement sa majesté fut transférée au palais de Kew. Le prince de Galles parut à *Carlton-house*, et M. Fox, impatiemment attendu, partit de Bologne, et après avoir voyagé avec la plus incroyable célérité, arriva à Londres dans un état de santé assez chancelante, et reprit à l'instant sa prééminence dans les conseils de son parti.

Aussitôt après l'expiration de l'ajournement, on vit clairement quel étoit le résultat de ces

conseils, et ceux de ce parti mirent dès le premier jour en pleine évidence et leurs intentions et leur but ; M. Fox s'avançant au milieu du Sénat, généreusement sans doute, mais peut être imprudemment, ressembloit plutôt à un légiste, qui, sûr de son droit, vient réclamer en faveur de son client, l'héritier présomptif du trône vacant, l'exécution de la loi, qu'à un simple citoyen qui vient exposer ses prétentions avec modestie et soumission à la barre de la nation assemblée. Il étoit impossible peut-être d'inventer et d'exécuter une démarche plus nuisible à celui qu'il avoit intention de servir, et plus susceptible d'éprouver d'innombrables contradictions. Peut-être aussi, lorsque le temps aura déchiré le voile qui couvre encore ces événemens trop récens, découvrirons-nous qu'en demandant si audacieusement et avec si peu de ménagement la régence du royaume, M. Fox ne suivoit pas les inspirations lumineuses de son esprit et de son jugement. Sa démarche ne fit qu'exciter dans les ames les plus désintéressées et les moins entachées par le préjugé, un esprit de jalousie et de perquisition. On fouilla dans l'origine supposée de ce droit si incontestable. L'administration même fut forcée de sonder cette partie obscure

et problématique de la constitution britannique. Ceux auxquels les écrits de Shakespear étoient familiers, se rappelèrent cette scène si touchante et si pathétique, lorsque Henri IV après une privation momentanée de ses facultés intellectuelles, trouve à son réveil que son fils aîné s'est déja revêtu des marques distinctives de sa dignité royale. « Si vous aviez attendu quelques heures de » plus, lui dit-il, elles vous auroient appar- » tenu par votre droit d'hérédité ».

M. Pitt vit à l'instant même et sut mettre à profit cette erreur de son antagoniste. Il demanda, avant toute disposition ultérieure, et avant qu'on fit aucun changement dans les places, la discussion et la décision d'un principe si important, qui conduisoit à des conclusions dont on n'appercevoit point le terme, er tendoit à la subversion des droits originels de la royauté. La majorité de la chambre appuya sa proposition, et tel fut le commencement de sa résistance au système de Fox : résistance qui fut secondée par les plus heureuses circonstances. Ce fut en vain que le prince de Galles, déjà convaincu de la défaveur que cette imprudente réclamation avoit jetée sur sa cause, chercha, tant au parlement que parmi le peuple, à détourner ou arrêter toute

discussion ultérieure sur un sujet si odieux par sa nature. En vain le duc d'York, au nom de son frère et autorisé par lui, renonça d'avance à toute espèce de pouvoir qui lui seroit déféré de cette manière, et en fit sa déclaration publique à la chambre des lords. Dans celle des communes, les efforts que fit M. Fox, pour prouver sa première asssertion, ou plutôt pour en mitiger le sens, n'eurent pas plus de succès. Le parlement, éveillé sur cette affaire, et sentant la nécessité de se déclarer seul compétent à nommer au trône vacant, procéda à ce grand acte sans circonlocution et sans délai; et, après avoir prononcé sur cet important préliminaire, il décida que le prince de Galles seroit invité et requis d'accepter la régence, mais avec de certaines limitations. Le mois de décembre fut employé tout entier à ces débats, et l'année 1789 commença avec les plus sombres présages. Des deux côtés l'aigreur et le reproche se mêloient aux discussions. Il ne se manifestoit encore dans la maladie du roi, dont la nation désiroit si ardemment la fin, aucun symptôme de convalescence. Outre l'inexprimable détresse dans laquelle la reine étoit plongée, comme mère et comme épouse, elle se voyoit près d'être placée dans la plus pénible et la plus

inévitable situation ; d'être à-la-fois chargée du soin de la personne royale, et de se trouver dans une sorte de rivalité et de concurrence avec son fils aîné. Le prince, qui aspiroit à la régence *illimitée*, dans sa réponse à une lettre qui lui avoit été adressée par le premier ministre, et dans laquelle étoient tracés les principaux traits de cette délégation projetée de la puissance royale, laissa voir, à chaque restriction, la chaleur de son ressentiment et de ses mécontentemens. Cependant il finissoit par consentir froidement, et avec un air de répugnance, à recevoir la régence, mutilée et dégradée comme elle pourroit l'être par la défiance ministérielle ou parlementaire.

Un second examen des médecins qui avoient pris soin de S. M. durant le cours de sa maladie, et qui furent interrogés par un comité de la chambre des communes, ne jeta qu'un foible jour sur le grand objet de la curiosité publique, qui étoit de savoir quelle seroit la durée et la fin de cette affligeante maladie. M. Pitt soutenoit constamment et avec chaleur qu'il étoit plus que probable que la fin en seroit heureuse ; et, persistant à la regarder comme peu éloignée, il prenoit pour base de ses mesures et de ses précautions, la néces-

sité de faciliter au roi les moyens de reprendre avec célérité les rênes du gouvernement, aussi-tôt que sa main pourroit les soutenir. Les adhérens du prince de Galles jugeoient bien différemment de la maladie de son père. Ils la croyoient incurable, et plus incurable de jour en jour. Ils étoient entretenus dans cette opinion par Warren, comme le ministre étoit confirmé dans l'opinion contraire par Willis; et les prédictions contradictoires de ces deux médecins étoient, pour chacun des deux partis, comme des articles de foi. Le premier avoit atteint le sommet de sa profession. Son infaillibilité en médecine étoit universellement reconnue; cependant la voix publique l'accusoit de se laisser entraîner par son attachement au parti du prince de Galles. L'autre, qu'on avoit fait venir d'une province éloignée, sur la réputation de son habileté dans ces sortes de maladies, soutenoit hardiment et depuis le commencement, que le roi seroit bientôt parfaitement rétabli, et l'événement justifia sa prédiction.

Cependant l'introduction des propositions qui devoient être la base du bill de la régence, et les restrictions qu'il étoit question d'imposer sur la puissance du futur régent, et que le premier ministre avoit mises sous les yeux de la

chambre des communes, portoient les animosités à leur comble. La dénégation du pouvoir de créer les pairs, la nomination d'un conseil pour seconder la reine, et l'entière réservation des attributs de la royauté étoient autant d'articles contre lesquels M. Fox se déchaînoit. Tous ces articles n'étoient, disoit-il, dictés que par l'ambition, et l'on n'avoit consulté en les proposant, ni l'intérêt pressant de l'état, ni la situation actuelle du monarque. L'histoire de France fut citée à cette occasion. On trouva une ressemblance frappante entre le règne malheureux de Charles VI, et les circonstances présentes. Une reine, également honorée et chérie de la nation, étoit comparée à la dénaturée Isabelle de Bavière; et l'on assimiloit l'état d'abandon et de persécution dans lequel se trouva son fils le Dauphin, à celui du prince de Galles. Insensible à ces invectives, et soutenu par le sentiment intime de la droiture de ses intentions, le ministre suivit avec fermeté la route qu'il s'étoit tracée et, dans ce moment critique, il ne fut point abandonné par le parlement. Le chancelier qui, au commencement de la maladie du roi, avoit, disoit-on, prêté l'oreille à des propositions de faire partie de la nouvelle administration, jaloux de montrer dans tout son

jour la fausseté d'une telle calomnie, et de donner, dans les circonstances présentes, des preuves non-équivoques de sa loyauté et de son attachement envers son souverain, recueillit toute l'énergie de son esprit dans les divers appels qu'il fit avec succès à l'honneur et au patriotisme de la chambre des lords.

Les choses étant en cet état, au moment que la situation du roi paroissoit le plus désespérée, et que la chambre des communes s'occupoit sérieusement de rédiger les principaux articles de l'acte relatif à l'établissement de la régence, M. Fox quitta la scène, et se retira à Bath. Le mauvais état de sa santé fut le prétexte de sa brusque retraite; mais le public l'attribua à d'autres causes. La dissention et la jalousie avoient déjà pénétré dans les conseils de Carlton-House; la distribution des offices, sous la régence qu'on croyoit prochaine, avoit semé la mésintelligence parmi les chefs. Un cabinet intérieur, différent dans ses vues et contraire dans son objet aux chefs principaux et ostensibles du parti attaché au prince de Galles, avoit arboré un autre étendard et formé un intérêt distinct. La différence d'opinions s'étoit manifestée sur quelques points délicats et personnels. Le bruit couroit que son alteese royale avoit éprouvé de

de la part du duc de Portland des difficultés, si ce n'étoient pas des refus positifs de souscrire à l'accomplissement de ses vœux, et cela relativement à des personnes et des choses qui touchoient de près son cœur. Cependant ces motifs nombreux de désunion étoient encore tenus en quelque sorte dans le secret, et par leur nature même, et par l'intérêt mutuel ou l'honneur des divers partis. Les grands actes de la législation parlementaire étoient bientôt achevés. Dans trois jours, au plus tard, alloit être totalement rédigé le bill qui devoit déclarer le souverain incapable de conduire les affaires nationales, et transférer à son fils son sceptre et une portion de sa puissance. Les membres de l'administration étoient sur le point de résigner leurs charges, et les nouveaux ministres, déjà nommés, se préparoient à entrer en fonctions; tandis que le peuple anglais, attaché à son monarque par les liens les plus forts de la loyauté et de l'affection, et au premier ministre par ceux de la gratitude et de l'estime, voyoit, dans la consternation et le silence, le gouvernement prêt à être transféré dans les mains d'autres hommes qui pouvoient avoir collectivement des talens, mais qui n'avoient, bien certainement, ni mérité, ni obtenu l'approbation et la confiance générales.

Mais, en ce moment-là même, l'interrégne touchoit à sa fin, et la calamité qui avoit menacé l'Angleterre de tous les malheurs d'une régence, malheurs beaucoup plus terribles que ceux auxquels la contrée avoit échappé en 1784, se dissipa tout à coup. La maladie dont le roi avoit été affligé pendant l'espace de trois mois, et dont la violence avoit paru jusqu'alors résister à toute la science et à toutes les opérations médicales, se ralentit tout-à-coup. L'usage de ses facultés intellectuelles lui fut rendu, sans qu'il restât la moindre trace de leur aliénation. Le temps confirma la cure, et rendit à ses sujets un prince, devenu plus cher à leurs cœurs par les alarmes récentes que leur avoit causées la crainte de le perdre. Toute cette vision brillante d'une régence s'affoiblit, lorsque le souverain reparut aux yeux du public ; elle s'évanouit tout-à-fait quand on le vit reprendre toutes ses fonctions royales. Jamais les démonstrations de la joie nationale ne furent plus vives, et probablement elles ne furent jamais plus sincères. Le seul sujet de joie n'étoit pas de voir un roi chéri et respecté, sortir triomphant de la plus déplorable maladie qui puisse affliger l'humanité, et remonter sur son trône ; la désaprobation générale attachée aux mesures et

à la conduite du parti opposant, et la comparaison de cet état avec celui dont le royaume venoit d'être si heureusement délivré, ajoutoient encore à la vivacité de l'alégresse publique. Jamais les efforts du despotisme ou les ordres du pouvoir absolu ne produisirent d'aussi brillantes illuminations, que celles qu'offrit la capitale en signe de sa loyauté; et ces preuves d'attachement furent renouvelées et même augmentées, à l'occasion de la procession solennelle que le roi fit à Saint-Paul, pour rendre graces au ciel de sa guérison. La tranquillité et la sérénité, si long-temps bannies de la contrée, y reprirent leur place, et effacèrent bientôt le souvenir d'une calamité aussi promptement et aussi heureusement dissipée, que son aspect et ses progrès avoient paru alarmans.

L'attention de l'Europe, qui avoit été si puissamment attirée vers l'Angleterre, tant que dura la maladie du roi George III, se dirigea alors vers une autre objet qui promettoit d'aussi grands changemens dans les affaires de cet état et les suites les plus importantes. La France, courbée depuis si long-temps sous le joug de la servitude, et qui ne retrouvoit les traces de sa liberté que dans les vieux livres de ses historiens oubliés ou de ses an-

tiquaires, dont les chaînes, imposées originairement par Richelieu, affermies par Mazarin, et rivées par le laps de près de deux siècles, par l'orgueilleuse tyrannie de Louis XIV et par le despotisme effréné de son successeur; La France stimulée par les écrits du génie et de la philosophie qui, en dépit du pouvoir arbitraire, avoient su éclairer et illustrer le dix-huitième siècle; la France, dis-je, aspiroit à la liberté. La foiblesse du souverain, l'incapacité ou la timidité de ses ministres, l'épuisement du trésor et le désordre des finances, l'obstination sans exemple du parlement de Paris, à refuser d'enregistrer ou de sanctionner les édits royaux portant imposition de nouvelles taxes, la disette des grains et l'augmentation de leur prix, toutes ces circonstances réunies contribuoient à produire et à accélérer une révolution.

Les divers parlemens du royaume, retrouvant une énergie et une fermeté dont, depuis long-temps, ils avoient perdu l'usage, demandoient, à grand cris, la prompte convocation des états-généraux, comme l'unique moyen constitutionnel qui pût remédier aux maux de l'état. Tous adhérèrent à cette réquisition, bravant en cela le ressentiment de la cour, qui se manifesta par le bannissement du par-

lement de Paris à Troies en Champagne, oubliant même leurs propres intérêts, et courant les risques d'un événement qui pouvoit mettre fin à leur propre existence. Les nobles du royaume, attachés par tant de liens au souverain, et les défenseurs nés de ses prérogatives, irrités de l'intention annoncée par Calonne, ensuite confirmée par l'archevêque de Toulouse, de les priver de leurs exemptions, d'après le projet de l'impôt territorial, refusèrent, ainsi que les cours de judicature d'enregistrer, et oublièrent leurs maximes héréditaires de politique, pour se ranger dans le parti populaire. L'irrésolution du premier ministre, dans ces circonstances critiques, enhardit; et l'esprit de remontrance, de plainte et de menace, répandu avec adresse, devint chaque jour plus général et plus alarmant.

L'archevêque de Toulouse, après plusieurs plans vagues et inefficaces pour le rétablissement des finances, après quelques actes mal conçus de pouvoir et de sévérité contre ceux qui s'opposoient à ses vues, se sentit incapable de faire face à l'orage public qu'il voyoit grossir de jour en jour, et quittant tout-à-coup un poste dangereux, en raison de son élévation, il abandonna son maître à la merci

des événemens. Il quitta même la France, et passant les Alpes, se réfugia en Italie. Ainsi l'on avoit vu Calonne, l'année précédente, privé tout-à-coup de la protection du roi, et déjà accusé devant le parlement de Paris, quitter la France pour se soustraire aux expressions du ressentiment général, se réfugier d'abord en Hollande, ensuite, passant la mer, fixer pour un temps sa résidence en Angleterre.

Dans cette inquiétante perplexité, forcé de renvoyer un ministre et abandonné par un autre, embarrassé dans un dédale de difficultés, et n'ayant plus que le choix des maux dont l'état devoit inévitablement être affligé, n'ignorant pas que les fondemens mêmes de son trône et de la monarchie étoient prêts à s'écrouler sous ses pieds, et d'un autre côté, n'ayant reçu de la nature, ni les talens, ni les qualités nécessaires pour soutenir sa dignité, contenir ses sujets dans la soumission et rétablir l'ordre et l'énergie dans les affaires publiques; alarmé et peut-être effrayé des signes de mécontentement qui se manifestoient dans la capitale et dans les provinces, Louis XVI, pressé par toutes ces considérations, prit le parti de souscrire aux vœux de la nation, et d'exposer aux yeux des représentans du peu-

ple, s'il en étoit réduit à cette extrémité, toute la détresse de la couronne.

Necker, qui avoit tenu le timon des finances dans tout le cours de la dernière guerre avec l'Angleterre, et qui, depuis sa démission, étoit monté, on ne sait trop pourquoi, au suprême dégré de la faveur populaire, fut rappelé à son emploi de contrôleur-général. Ennemi déclaré de Calonne qu'il accusoit de péculat et de malversation, il l'avoit dénoncé au public, par différens écrits polémiques, et tendant à le diffamer aux yeux de la France et de toute l'Europe. Dans son fameux *compte rendu au roi*, en 1781, Necker exposa aux yeux de son souverain et à ceux du public la dépense, le revenu et les ressources de l'état. Outre le prétexte direct et ostensible de sa propre justification, ce ministre paroît avoir eu encore une autre intention : en dévoilant ainsi les mystères sacrés et jusqu'alors impénétrables de la monarchie française, il éveilla l'attention publique, et la dirigea vers les énormes profusions du trésor royal. Simple dans son extérieur et décent dans ses manières, Necker se fit une grande réputation de désintéressement et de probité. Egalement républicain et par sa naissance et par ses principes, il flatta par le développement de ce ca-

ractère le goût dominant du siècle. Se montrant hautement et sans détour contraire au parti de la reine, il est encore douteux s'il possédoit réellement la confiance et l'attachement du roi, qui ne s'étoit déterminé à recourir à son assistance et à ses services, que pressé par sa propre détresse, et entraîné dans ce choix par le courant de la faveur populaire. Dénué de toutes les qualités essentielles à un grand ministre, n'ayant pas même, en matière de taxations et de revenu public, la plus légère idée de ces principes larges et féconds, qui pouvoient seuls libérer une monarchie aussi vaste que la France, il suppléoit à ce défaut par de petits artifices, par des projets étroits et adaptés uniquement aux exigences du moment. Ses talens auroient été à leur place dans le canton de Berne. Là, ils auroient pu lui concilier, à juste titre, le respect du peuple. Habile arithméticien, mais trop foible en politique, son apparition dans le premier emploi de la finance ne fit que mettre en évidence combien ses talens étoient a-dessous d'un poste si élevé et si dangereux. Après avoir tenté vainement de soutenir une réputation mal fondée, se condamnant lui-même à l'oubli, il a tout récemment demandé sa retraite; il est sorti de la France peu

regretté, et sans que son départ ait même paru exciter l'attention d'une nation dont, quelques mois auparavant, il étoit encore l'idole.

Le rappel de Necker à l'administration des finances parut causer une satisfaction générale et ranimer les espérances de ses nombreux admirateurs ; mais l'enthousiasme ne fut pas de longue durée. L'activité momentanée que son nom parut redonner au crédit public, ne produisit aucun effet salutaire ; toutes les opérations de la finance étoient frappées de foiblesse et de langueur, et à mesure que les embarras se multiplioient, le gouvernement devenoit plus incapable de résister à l'usurpation progressive du peuple. Paris, devenu tumultueux par la cherté des grains, et n'attribuant cette rareté qu'aux artifices de l'accaparement et même à des manœuvres secrètes de la cour, par qui l'exportation avoit été permise, se porta à des actes de violence, qui approchoient de l'insurrection. L'introduction d'un corps de troupes dans la capitale étouffa, non sans effusion de sang, ces premiers symptômes de révolte, et rétablit passablement l'ordre et la tranquillité. Malgré cette petite victoire du pouvoir sur l'esprit d'innovation, tout annonçoit dans le peuple un fonds de mécontentement et des ressenti-

mens qui ne pouvoient s'éteindre que par un grand acquiescement à ses demandes, de la part de la couronne, ou par un appel au droit de l'épée ; si le premier parti paroissoit trop humiliant à un prince nourri dans la grandeur et accoutumé à regarder sa puissance comme illimitée et irrésistible. La majesté du trône, dépouillée et sans protection, n'étant plus, comme sous Louis XIV, environnée de tout l'appareil pompeux de la royauté, n'étoit plus qu'une foible barrière contre les entreprises d'une nation qui demandoit à grand cris et avec enthousiasme une constitution, et qui paroissoit déterminée à profiter du moment favorable, pour arracher au pouvoir régnant le privilége odieux des *lettres-de-cachet*, et celui de lever des impôts à volonté. La conduite legère et les profusions de la reine ; le ton d'arrogance qu'avoit pris dans diverses occasions le comte d'Artois, et la molle condescendance qui soumettoit, disoit-on, les volontés du roi à celles de sa femme et de son frère, ajoutoient encore à la manie des réformes et à l'effervescence générale. Cédant, d'assez mauvaise grace, à la tempête qu'il voyoit se former, le roi prit enfin le parti de souscrire à la proposition humiliante qui lui fut faite par son ministre, de convoquer à

Versailles les états-généraux; mais, excité en même temps à la résistance et par ses propres sentimens et par les exhortations de ceux qui assiégeoient continuellement sa personne, il commença à se préparer pour les dernières extrémités et à rassembler des forces.

Le Duc d'Orléans, qui au commencement des troubles s'étoit montré ouvertement contraire au vœu du gouvernement, avoit reçu ordre de se retirer dans sa maison de campagne du Rainsy; mais à cette époque il avoit obtenu de la douceur et de l'indulgence de la cour la permission de revoir Paris. Moins sensible à cette faveur qu'à l'acte de sévérité qui l'avoit précédée, il résolut de s'en venger, et il embrassa avec ardeur la cause du peuple. Sa haute naissance et sa qualité de prince du sang, ses immenses revenus, la position de son *Palais-royal* au centre de la capitale, ses nombreuses connexions, tout concouroit à donner au duc d'Orléans une grande influence sur l'esprit du peuple. Dans l'état de décadence et d'affoiblissement où se trouvoit alors la couronne, un semblable rival devenoit dangereux et formidable. Il est probable qu'il ne voyoit pas lui-même à quelles extrémités ses propres intrigues pouvoient conduire une populace

tumultueuse, ou peut-être s'imagina-t-il qu'il seroit toujours en état de diriger ses opérations et de surveiller ses mouvemens. Il est possible encore, comme ses ennemis l'assurent, que la perspective flatteuse d'une régence, qui déjà s'offroit à son ambition, comme un événement possible et peu éloigné, le détermina à suivre ce plan d'action, et empêcha qu'il ne vît les précipices dont cette route étoit environnée. Il fut élu membre des états-généraux pour Crépy en Valois, et siégea en cette qualité à l'assemblée.

Depuis la régence de Marie de Médicis les divers ordres de l'état n'avoient point été convoqués, et le souvenir même de cette dernière époque sembloit s'être perdu dans le cours de trois longs règnes du pouvoir arbitraire. Louis XVI, accompagné de tous les princes du sang, ouvrit, suivant l'usage, les états-généraux avec toute la pompe et la magnificence convenable à cette auguste cérémonie. Diverses sources de discorde intestine et de confusion, la rivalité dans les prétentions ou les intérêts de la noblesse, du clergé et du tiers-état, l'espoir d'introduire aisément la corruption dans un corps si vaste et si mélangé, mais sur-tout l'attachement pour la royauté qu'on devoit naturellement

attendre de la part des deux premiers ordres de l'état, tous ces vices inhérens à la formation des états-généraux, rassuroient la cour, et lui donnoient lieu d'espérer que, dans une masse composée d'élémens si hétérogènes, il ne s'établiroit jamais d'unanimité, et qu'il n'en pourroit sortir aucun acte de vigueur. Les premiers procédés de l'assemblée justifièrent pleinement ces conjectures. Beaucoup de temps fut perdu en disputes sur l'incompatibilité des demandes respectives des différens ordres. Ces débats se terminèrent à la fin par la renonciation de la noblesse et du clergé, ou par leur acquiescement aux prétentions des représentans du peuple. Cependant il restoit encore au roi de grandes ressources et une infinité de moyens pour détourner ou différer l'exécution de tout acte qui auroit porté directement atteinte à ses prérogatives.

Si l'on eût laissé Louis XVI suivre l'impulsion et la direction de son propre caractère, il auroit probablement continué de céder aux progrès de cet esprit démocratique qui avoit déjà forcé la couronne à tant de concessions assez importantes, et qui, croissant en force de jour en jour, visoit hautement à l'établissement d'une constitution libre et d'une monarchie limitée. Le roi n'eut ni l'énergie, ni l'élé-

vation, ni le courage nécessaire pour se soutenir dans cette lutte contre son peuple, et réprimer ses efforts. Mais dans l'ame de la reine et dans celle du comte d'Artois le ressentiment et l'exercice habituel du pouvoir arbitraire agissoient plus puissamment. Irrités de voir les hautes prétentions d'une nation qu'ils regardoient depuis long-temps comme formée uniquement pour la servitude, cette idée les excita à tout employer pour la conservation de leur puissance, et leur suggéra les moyens les plus décisifs de réprimer et de châtier la mutinerie de la capitale.

Ils unirent leurs efforts pour soutenir l'irrésolution du roi, et leur tentative réussit. Il fut décidé dans le cabinet de Versailles qu'on prendroit les mesures les plus vigoureuses pour dissoudre l'assemblée nationale, pour renvoyer le contrôleur général, et punir l'insolence de la capitale. Mais il falloit de la prudence et de l'adresse pour mûrir ces desseins et en faciliter l'exécution. On rasembla de diverses provinces un grand corps de troupes, principalement composé de régimens suisses et allemands, au service de France. Le commandement général en fut donné au maréchal de Broglio, officier d'une haute réputation, et dont on connoissoit l'at-

tachement à la couronne; tous les préparatifs nécessaires pour soutenir et venger l'autorité royale par les actes mêmes les plus sévères, se firent sans affectation, sans mystere, sans déguisement. La capitale, incapable de résistance, et ne songeant pas même aux moyens de défense qui étoient à sa disposition, également dénuée de chefs, d'armes et de troupes, attendoit patiemment le châtiment dont elle étoit menacée.

Se trouvant alors dans des circonstances plus inquiétantes et plus malheureuses qu'en 1589, lorsque, investie par Henri III, elle se voyoit également réduite à la nécessité de se soumettre aux conditions qu'un monarque irrité jugeroit à propos de lui dicter, la ville de Paris fut sauvée des horreurs du pillage par une révolution aussi brusque et aussi inattendue, que celle qui, deux siècles auparavant, avoit privé Henri III de la vie. Dans le premier cas, ce fut le zèle frénétique et sanguinaire d'un moine qui délivra Paris; dans l'autre ce furent la timidité, les délais et l'indécision de la cour. Dans les premiers jours de juillet la capitale, quoique tumultueuse, ne fit aucun mouvement pour s'opposer à l'armée dont elle étoit environnée. Les partisans et les défenseurs de la puissance royale étoient

nombreux, et tout prêts à montrer par des faits leur zèle et leur attachement au souverain. Le premier magistrat municipal, qu'on nommoit *prévôt des marchands*, étoit dans les intérêts de la cour. La Bastille tenoit en respect une partie de la capitale, et l'hôtel des Invalides l'autre partie. Paris ainsi pris dans les lacs du pouvoir arbitraire pouvoit être désarmé, et privé de tout moyen d'exciter à l'avenir aucune sédition. L'imprudence et la pusillanimité de la cour rendirent nuls tous ces avantages, et précipitèrent le malheureux prince dans des mesures dont le résultat fut pour lui la disgrace et la ruine.

Au lieu de commencer le plan des opérations, comme l'indiquoient évidemment la simple raison et les premières notions de la politique, par réduire Paris, le seul endroit du royaume qui fût dangereux, on persuada au roi de renvoyer Necker ; ce qui fut exécuté avec des marques très-expressives de mécontentement, accompagnées de menaces et d'insultes de la part de son frere le comte d'Artois. Cette démarche qui annonçoit clairement un changement total dans les résolutions, et qui, par la faveur populaire dont jouissoit le ministre, étoit propre à occasionner une violente fermentation dans tous les esprits, fut

fut suivie de plusieurs autres également imprudentes. Les représentans de la nation furent repoussés dans la salle des états où ils tenoient leurs assemblées, par des détachemens de gardes qui les environnèrent, et qui n'attendoient que les ordres de la cour pour se porter contre eux aux dernières extrémités.

Si du moins l'on eût soutenu ces actes de vigueur en attaquant Paris à l'instant même, il est indubitable que, n'étant nullement préparée à la résistance, plutôt que d'exposer la vie et les propriétés des citoyens à la brutalité d'une soldatesque animée, la capitale auroit sans difficulté rentré dans l'obéissance. Mais un délai, aussi mal-entendu que la précipitation qu'on avoit mise dans les premières démarches, donna le temps aux habitans de revenir des premieres émotions de la surprise et de la crainte. Ils virent la timide imbécillité du gouvernement, qui après avoir sonné la charge n'osoit attaquer. Profitant de cette inertie, et passant tout à coup de l'abbattement au plus haut degré d'enthousiasme, tous unanimement prirent les armes contre leurs oppresseurs. Le régiment des Gardes-Françaises, plus exposé que les autres à la séduction par sa résidence habituelle

dans la capitale, abandonna le parti du souverain dans ce moment décisif, et se joignit au peuple; alors les Parisiens rompirent toutes les barrières qui jusqu'alors les avoient retenus. Les armes et munitions avec lesquelles on se proposoit de les subjuguer furent tournées contre la puissance royale, et l'hôtel des Invalides, le grand arsenal militaire, après une foible résistance, leur ouvrit ses portes.

Le prince de Lambesc fut le seul de tous les officiers des troupes royales cantonnées dans le voisinage de Paris qui entreprit de mettre à exécution le projet de désarmer la capitale; mais dans une attaque imprudente et prématurée qu'il fit avec ses dragons à l'entrée du jardin des Tuileries, il fut repoussé, et sa démarche fut absolument sans succès. Déjà le prévôt des marchands, M. de Flesselles, convaincu d'entretenir une correspondance avec la cour, et surpris à l'instant même qu'il envoyoit des instructions à M. de Launay, gouverneur de la bastille, arrêté par le peuple, avoit été la première victime de l'indignation générale. Sa tête portée au bout d'une lance offrit un exemple terrible du danger auquel on s'expose, dans un moment d'anarchie et d'insurrection, en s'attachant au parti du souverain.

Mais la bastille tenoit encore, et tant qu'elle demeuroit au pouvoir de la couronne, la ville de Paris ne pouvoit se dire libre, ni même être rassurée contre la crainte du plus sévère châtiment. Elle fut aussi-tôt investie par une multitude mélangée de citoyens et de soldats qui s'étoient rangés sous la bannière populaire. De Launay, qui étoit le gouverneur de cette importante forteresse, en accéléra plutôt qu'il n'en différa la prise, par une perfidie que rien ne peut justifier, et qui a rendu son sort moins digne de pitié; il déploya un pavillon de trève, et demanda un pourparler; mais abusant de la sécurité qu'inspiroit ce signal, il fit faire sur les assiégeans une décharge de canons et de mousquetterie, qui en étendit un grand nombre sur la place, au lieu d'intimider le peuple, comme il l'avoit espéré. Cette odieuse trahison ne fit qu'augmenter sa furie. Il recommença l'attaque avec une valeur qui tenoit de la frénésie, et ses efforts furent couronnés par le succès. La bastille, cet affreux monument du despotisme, dont le nom seul répandoit la terreur; cet asile ténébreux, consacré depuis plusieurs siècles au silence et au désespoir, reçut dans son sein le peuple victorieux : on se saisit du gouverneur qui, traîné aussi-tôt à la place de

Grève, y subit le sort de Flesselles, et sa tête fut portée en triomphe dans les rues de Paris.

Il se trouva peu de prisonniers dans les cachots de la bastille. Un des plus remarquables fut un vieillard nommé le comte de Lorges, qu'on découvrit dans un des dongeons de la tour de la Bertaudière. Il fut mis en liberté, et présenté à la curiosité publique dans le Palais-Royal. La mal-propreté de ses vêtemens, sa barbe qui lui descendoit jusqu'à la ceinture, et sur-tout son imbécillité qui sans doute étoit l'effet de trente-deux ans de prison, étoient autant d'objets bien propres à émouvoir les sens et les passions de tous les spectateurs. Quoique l'on doive déplorer ou condamner l'esprit de férocité qui a caractérisé et déshonoré la révolution française, il est cependant impossible de ne pas prendre part à la joie que dut éprouver une nation si nombreuse, si éclairée et si long-temps opprimée, à la chute de cette détestable prison. La célérité avec laquelle le peuple s'en rendit maître n'excite pas moins l'admiration, si l'on considère combien il restoit de moyens au gouverneur de faire une longue résistance, tant dans la solidité des murs et fortifications de la citadelle, que dans les corps

nombreux de troupes réglées dont Paris étoit environné.

Avec la bastille, tombèrent l'autorité royale, et la considération attachée à la couronne. Le despotisme des princes français, qu'une longue prescription, la soumission des peuples et la force militaire sembloient rendre également sacré et inattaquable, que ni les calamités de la fin du règne de Louis XIV, ni les honteux excès et les crimes de la régence qui le suivit, ni l'état d'avilissement dans lequel étoit tombée la monarchie sous Louis XV, n'avoient pu ébranler; cette puissance, dis-je, qui paroissoit fondée sur l'amour et la vénération des sujets pour leur souverain, presque autant que sur la force et la terreur, s'abattit dans la poussière, et onques depuis ne donna le plus léger signe de vie.

Paris, dégagé de toute entrave et même de toute police, s'abandonna à l'ivresse de la liberté, et souilla sa conquête par des scènes de violence et de sang, indignes de la première capitale de l'Europe. Il ne resta plus aucun vestige de l'ancienne subordination; et les promoteurs mêmes de l'insurrection ne furent point à l'abri de la fureur capricieuse d'une populace effrénée et sauvage, qui remplissoit la place de Grève de ses cla-

meurs, et arrachoit souvent des mains de la justice les victimes que son indignation avoit marquées pour le supplice.

Mais à Versailles, l'alarme et la consternation remplirent le palais, à l'arrivée de cette nouvelle extraordinaire. Cédant, tout à la fois, à la terreur et à ses inclinations naturelles, ne se donnant pas même le temps d'observer les formes de la majesté royale, Louis XVI se transporta à l'assemblée nationale, et y parut plutôt comme un suppliant, que comme un monarque; sa parure étoit dans le plus grand désordre; aucun de ses gardes ou même de ses valets-de-pied ne l'accompagnoit. Le discours qu'il adressa à l'assemblée annonçoit le trouble et l'agitation de son ame. Deux jours avant cette triste exhibition de sa dignité dégradée, il avoit répondu à une remontrance qui lui avoit été présentée par les états d'un ton décidé, et même menaçant. Il prit alors celui de l'affliction; il invoqua l'assistance de l'assemblée; il nia qu'il eût jamais eu l'intention de soumettre Paris par la force, assurant qu'il avoit déjà envoyé aux troupes qui avoient investi Paris et Versailles des ordres de se retirer; et, protestant qu'il vouloit donner à ses sujets les preuves les plus convaincantes de sa déférence à leurs désirs, il finit par des ins-

tances à l'assemblée, de faire connoître ses dispositions paternelles aux habitans de sa bonne ville de Paris.

L'assemblée qui, quelques heures auparavant, trembloit pour elle-même, et s'attendoit à être sacrifiée à la vengeance d'un souverain irrité, répondit pour des protestations de loyauté et d'affection à ces gracieuses déclarations, quoiqu'elles fussent visiblement extorquées par la crainte. La scène étoit bien différente à Paris, où le peuple, croyant son triomphe incomplet, tandis que le roi restoit tranquille, au moins en apparence, dans son palais, exigeoit qu'il vînt au plus tôt, et en personne, à Paris, sanctionner par sa présence les outrages qu'il venoit de faire à son autorité, et menaçoit d'aller, s'il refusoit, mettre le feu au château de Versailles, et d'y brûler à la fois tous les princes de la maison de Bourbon. Un monarque qui auroit possédé les qualités de Louis XIV, auroit peut-être refusé de souscrire à cette humiliante réquisition; et, tandis que son armée étoit encore entière et que la dignité royale n'étoit pas totalement dégradée, il auroit pris la généreuse résolution de faire face à la tempête, de tenter la fortune de la guerre, et de laisser au moins à son successeur les prérogatives

que lui-même, à son avénement au trône, avoit reçues et exercées : mais Louis XVI étoit incapable d'un si magnanime effort. Il avoit déjà abandonné ses entreprises, tendantes à maintenir la puissance royale dans sa vigueur primitive ; et il ne lui restoit alors qu'à opter entre la perte de son trône et une soumission absolue à la volonté arbitraire d'une populace altérée de sang, enflammée par le succès, et immolant tous les jours de nouvelles victimes à son ressentiment.

Dans ces malheureuses circonstances, il n'hésita point de se conformer à la volonté du peuple, qu'il eût été dangereux de contrarier. Après avoir passé une nuit semblable à celle que dut passer Charle Ier. avant que de monter sur l'échafaud ; mais bien éloigné de la sérénité et de la force qui distinguèrent si éminemment le monarque anglois dans la dernière scène de sa vie, Louis XVI partit pour Paris. Cependant, intimement convaincu du péril qui le menaçoit dans la capitale de ses états, et redoutant avec raison la fureur de la multitude, à laquelle il alloit se présenter, il se prépara à la mort, au moins, comme à un événement possible. Il reçut ses sacremens, fit quelques dispositions particulières dans ses affaires, et donna divers ordres,

en cas qu'il ne revînt point. Quoiqu'il désirât ardemment de voir et d'embrasser son fils et sa fille avant son départ, il eût cependant assez de fermeté pour se refuser cette satisfaction, dans la crainte, d'en être si profondément affecté, qu'il ne lui fût plus possible de soutenir le rôle qu'il avoit à remplir. « J'en « aurai plus de plaisir, dit-il, si je reviens ». Comme un gentilhomme, qui étoit alors près de sa personne, lui disoit, pour l'encourager, qu'il répondoit de sa sureté, « Henri IV, dit » le roi, valoit mieux que moi, et cependant » on l'a assassiné ».

Quoiqu'il eût quitté Versailles de bonne heure dans la matinée, arrêté dans sa marche par une innombrable multitude qui se rassembloit pour le voir passer, et dont les acclamations n'annonçoient pas la plus tendre affection, il étoit fort tard lorsqu'il entra dans Paris. Arrivé à la place de Grève, comme il entroit à l'hôtel de ville, le nouveau maire, M. Bailly, qui avoit été élu pour remplacer Flesselles, insulta, sans s'en douter peut-être, le malheureux prince déchu, en lui présentant les clefs de sa capitale, formalité qu'il accompagna d'une réflexion tenant du sarcasme, sur la situation bien différente dans laquelle se trouvoit Henri IV, lorsqu'il reçut

un semblable témoignage de soumission et de fidélité. Pour appaiser le peuple, qui demandoit à grands cris que le roi parût au balcon, le prince lui donna encore cette dernière preuve de sa déférence ; bien plus, il poussa la condescendance jusqu'à recevoir de la main du maire une cocarde nationale, qu'il porta premièrement à ses lèvres, et qu'il plaça ensuite à son chapeau. Après avoir été presque toute la journée détenu, et montré comme un prisonnier à ses propres sujets, sans prendre aucune nourriture ou rafraîchissement, il lui fut à la fin permis de retourner à Versailles, et de cacher ses émotions dans le secret de ses appartemens.

Tandis que cette scène humiliante se passoit aux yeux de toute la France, les partisans de la couronne et des derniers projets de sévérité, épouvantés des menaces proférées contre eux, et redoutant les effets les plus funestes de la fureur populaire, profitèrent de cette absence du roi pour s'évader.

Le comte d'Artois, se regardant comme une victime particuliérement marquée pour la proscription, et craignant que sa qualité de prince du sang et de frère du souverain ne fût pour sa vie qu'une protection insuffisante, fut un des premiers à prendre la fuite, em-

menant avec lui ses fils, les ducs d'Angoulême et de Berry, deux enfans destinés à être successivement les héritiers présomptifs de la couronne, si le dauphin venoit à mourir. Dans le trouble et la précipitation de sa fuite, ce prince eut beaucoup de peine à rassembler une centaine de louis, lui qui puisoit encore, quelques jours auparavant, à pleines mains dans les trésors de la monarchie, à peine suffisans pour subvenir à ses prodigalités. Il prit la route de Flandre; et avant qu'on pût connoître à Paris, et même soupçonner son départ, il étoit déjà fort avancé vers la frontière. Si une personne de sa naissance et de son rang ne se croyoit plus en sureté dans le lieu de la résidence royale, il n'est pas étonnant que d'autres, d'une condition moins élevée, et qui se croyoient également exposées à la fureur du peuple, cherchassent leur salut dans la fuite. Les grandes routes étoient couvertes d'illustres fugitifs, qui voyageoient sous toutes sortes de déguisemens. Le prince de Condé quitta Chantilly, suivi de son fils et de son petit-fils les ducs de Bourbon et d'Enguien. Le prince de Conti, le dernier du sang royal, après avoir eu à essuyer toutes les souffrances de la faim et de la fatigue, arriva à Luxembourg, où, bientôt après, le maréchal de

Broglio ayant abandonné son armée, alla le rejoindre.

La duchesse de Polignac, qui, pendant si long-temps, avoit joui sans rivale des affections de la reine, et autour de laquelle tous les plaisirs de la cour de Versailles avoient coutume de se rassembler, s'arrachant tout-à-coup à ces scènes de dissipation, atteignit, avec beaucoup de peine, la ville de Bâle en Suisse, après avoir échappé, chemin faisant, à une foule de dangers. Elle faillit sur-tout de sentir les effets de la violence populaire en passant à Sens, et elle ne dût peut-être son salut qu'à l'heureuse présence d'esprit d'un abbé qui l'accompagnoit. Arrivée à Bâle, par un de ces accidens singuliers qui montrent le pouvoir de la fortune, elle trouva, dans l'hôtellerie où elle étoit descendue, le ci-devant ministre Necker, qui, ayant, après sa démission, traversé la Souabe pour se rendre à Genève, apprit à Bâle, de la bouche même de ses ennemis, la première nouvelle de la révolution. Le baron de Breteuil, poursuivi par la haine bien déclarée de ses vassaux, éluda, aussi bien que le prince de Lambesc, les piéges tendus sur leur chemin pour les arrêter. Le premier arriva à Berne sans accident, et le second à Turin. M. de Besenval moins

heureux, fut arrêté à Brie-Comte-Robert. et les sollicitations mêmes de Necker, qui voulut employer sa médiation en sa faveur, furent insuffisantes pour obtenir son élargissement.

Dans cette consternation générale, la reine, abandonnée de tous ceux qui composoient sa société habituelle, demeura sans amis, et presque seule, avec ses deux enfans, dans le palais de Versailles. Le seul prince de la famille royale qui osa soutenir la tempête, fut Monsieur, comte de Provence, qui, dans le cours de tous ces désordres, s'étoit concilié l'approbation, au moins négative, et dont la conduite, dans les circonstances critiques qui précédèrent la sédition de Paris, lui avoit acquis une sorte de faveur populaire.

Le duc d'Orléans, aux intrigues duquel on peut attribuer en grande partie les progrès rapides du mécontentement général et les excès de la populace, voyoit avec un secret plaisir, du haut de son Palais-royal, l'effet de ses machinations et son triomphe sur la cour humiliée. Le commandement militaire des troupes nationales de la capitale fut conféré, d'une voix presque unanime, au marquis de la Fayette, comme Bailly, nommé maire de Paris, fut investi de la suprême jurisdiction civile et munici-

pale. Cependant l'union de ces deux pouvoirs suffit à peine pour réprimer les passions effrénées et la sauvage violence d'une populace qui naissoit à la liberté, et souilloit journellement sa victoire par des actes de vengeance et de cruauté. Les têtes de Foulon et de Berthier, dont l'un avoit occupé un poste éminent dans le ministère, et l'autre étoit intendant de Paris, furent portées le long des rues; et les circonstances atroces dont la mort de ces deux hommes furent accompagnées ne sont comparables qu'à celles du massacre de la S. Barthélemy, ou de l'assasinat du maréchal d'Ancre sous Louis XIII.

Par l'instigation et à la requête de l'assemblée nationale, Necker fut rappelé et invité par des lettres écrites du ton le plus flatteur, et dont quelques-unes, entre autres celles écrites par le roi lui-même, exprimoient le repentir, à reprendre au plus tôt la surintendance des finances. Necker céda, avec une apparente répugnance, à ces invitations. Il reparut à la cour, après avoir reçu dans tous les lieux par lesquels il passoit, les marques les plus éclatantes d'attachement et de vénération; car la multitude trop crédule attendoit de sa présence la prompte réformation de tous les abus, le rétablissement du cré-

dit public, et un remède à cette rareté des grains qui avoit excité les clameurs de la capitale et de tout le royaume. Mais ce qui doit, dans le cours de tous ces événemens, paroître étonnant, inconcevable, c'est que dans une monarchie absolue, aussi fortement cimentée que paroissoit l'être la France, au milieu d'une nation dont l'amour pour leur souverain étoit, disoit-on, depuis un temps immémorial, une des qualités distinctives, personne ne tenta de défendre ou de soutenir la puissance royale. Le démon s'étoit emparé de toutes les provinces, et la révolution, commencée sur les bords de la Seine, s'étoit étendue dans le même instant et avec une égale rapidité jusqu'au pied des Alpes et des Pyrénées, jusqu'aux bords du Rhin et et de la Méditerranée.

Un calme permanent ne succéda point à cette tempête de l'indignation populaire. Enflé de ses succès, et exerçant lui-même, en diverses occasions, une tyrannie bien plus sévère que celle dont il venoit de secouer le joug, le peuple méditoit des invasions nouvelles et plus grandes encore sur la dignité, aussi-bien que sur les prérogatives de la couronne. La presse, dégagée des entraves qui l'avoient si long-temps comprimée, dégagée

même de ce frein utile, nécessaire, que les gouvernemens les plus relâchés se font une loi d'imposer à la publication des opinions, produisoit une foule d'écrits licencieux, et d'insolentes attaques contre les personnes du plus haut rang. La reine étoit principalement l'objet de ces invectives diffamatoires ; et toutes les accusations relatives à sa vie privée ou politique, que la malignité pouvoit inventer pour irriter contre elle le ressentiment du peuple, étoient proclamées dans les rues et publiquement exposées en vente. Quoique toute la pompe et la majesté qui, dans des temps plus heureux, avoient environné et protégé le souverain, eussent à cette époque totalement disparu, quoique, uniquement gardé par les bourgeois de Versailles, et dénué de toute protection miltaire contre l'insulte et l'outrage, Louis XVI demeurât exposé à toutes les entreprises que la capitale tumultueuse pouvoit former ou exécuter, cependant il lui restoit encore personnellement quelque liberté. Il pouvoit jouir des amusemens de la chasse, et l'assemblée nationale continuoit à tenir ses séances à Versailles, sous son inspection immédiate. Les nouveaux tribuns du peuple avoient même pensé qu'il étoit décent et nécessaire de faire marcher, au mois de septembre,

bre, quelques régimens, sur la fidelité desquels ils pouvoient compter, tant pour remplir les fonctions ordinaires de la police du royaume, que pour empêcher la fuite du roi, supposé qu'il eût l'intention de s'enfuir.

Mais pendant l'espace de quelques semaines, il s'étoit fait un si grand amas de matériaux combustibles, qu'on devoit bientôt s'attendre à une conflagration. Après une ou deux tentatives que la vigilance et l'activité de la Fayette avoient su prévenir, la populace de Paris excitée par divers artifices, et irritée de ce que la reine avoit un jour amené le dauphin, et l'avoit présenté aux officiers de la troupe réglée, après un grand festin public, se souleva de nouveau, et d'un commun accord résolut de marcher à Versailles. Par quels motifs et dans quelles intentions agissoient les conducteurs de cette populace armée? c'est ce qu'il est peut-être impossible, au moins quant-à-présent, de certifier. La malignité populaire a imputé au duc d'Orléans les desseins les plus profonds et les plus noirs. Quelques uns ont prétendu qu'il vouloit à quelque prix que ce fût, même par la trahison et le crime, s'il étoit nécessaire, parvenir à la régence. Plusieurs circonstances de cette scène étrange annon-

çoient clairement un plan formé, un plan aussi artificieux que criminel, et dont le but principal paroissoit être d'effrayer le roi, de le forcer par la terreur à abandonner le trône, tandis que la reine, devenue principalement l'objet de la haine nationale, tomberoit sous les coups de la multitude.

Il est difficile d'exprimer les horreurs de cette nuit. On ne peut s'en faire une idée qu'en les comparant à celles que nous retracent les annales de Charles IX et de Catherine de Médicis. La postérité pourra à peine croire qu'à la fin du dix-huitième siècle, dans une contrée éminemment distinguée par les plus douces vertus de l'humanité, il ait pu se commettre avec impunité des actes d'une férocité plus sauvage que n'en commettent habituellement les Janissaires de Constantinople contre leurs despotes. Ce qui ajoute encore à l'incroyable singularité de ces récits, c'est que la plupart des brigands les plus violens étoient des femmes, ou au moins des gens portant des habits de femmes. Armés de toute sorte d'instrumens destructeurs, ils assaillirent les gardes qui étoient en sentinelle aux portes des appartemens de la reine, massacrèrent ceux qui s'opposoient à leur passage, et pénétrèrent jusque dans sa chambre à

coucher où elle étoit endormie. Les efforts que firent les gardes pour arrêter leur furie, et les cris de « sauvez la reine » qui retentirent dans tous les coins du palais, l'éveillèrent, et lui donnèrent le temps de s'échapper. L'intervalle d'un seul moment sauva de la mort la plus ignominieuse la première reine de l'Europe. Gagnant à la hâte et presque nue un escalier secret qui la conduisit chez le roi, elle tomba effrayée et sans sentiment dans ses bras. Après avoir fait les plus exactes perquisitions pour trouver le malheureux objet de leurs poursuites, les brigands firent retomber leur vengeance sur les diverses pièces du lit qu'elle venoit à l'instant de quitter, et en jonchèrent les appartemens.

Louis XVI lui-même, paroissant à son balcon, avec le ton et l'attitude d'un suppliant, implora vainement l'indulgence de la populace, la priant d'épargner ses gardes du corps qu'il voyoit massacrer à ses pieds sans pouvoir les secourir. Ce fut également en vain qu'il demanda pour son épouse la permission de céder à la nécessité des temps, et de se retirer à Rambouillet, où sa personne seroit au moins en sureté. La reine de son côté, montrant un courage supérieur à son sexe, et s'élevant au-dessus du danger auquel elle

étoit si visiblement exposée, persista dans son refus, et déclara sa ferme résolution d'accompagner le roi, et de mourir au moins comme elle avoit vécu, reine de France. Cependant sentant bien toute l'étendue du danger qu'elle alloit courir, elle s'arma d'un poignard, comme d'une dernière ressource contre les outrages et la brutalité plébéïenne.

Quoiqu'il nous soit impossible de ne pas condamner quelques parties de la conduite et du caractère de cette princesse, il est également impossible de ne pas admirer l'héroïsme et la magnanimité de cette résolution, dans laquelle on reconnoît l'illustre sang de tant d'empereurs dont elle est descendue. Cependant on peut remarquer qu'à la force et au courage d'une souveraine, il se mêloit quelques traits de foiblesse féminine. En entrant dans le carrosse qui alloit les emmener elle, son époux et sa famille, captifs à Paris, effrayée des cris d'une multitude furieuse qui paroissoit demander sa vie; elle se précipita dans les bras de la Fayette, qui lui donnoit la main près de la portière, invoquant la protection du commandant général contre l'outrage et la mort. S'asseyant ensuite à côté de son époux, elle plaça le dauphin contre son sein, et la cavalcade s'avança lentement vers Paris, tandis

que plusieurs têtes des gardes du corps placées au bout d'une pique, et offertes à la vue de l'infortunée princesse, lui présentoient un affreux présage du destin qui peut-être l'attendoit. A la fin ils arrivèrent ainsi accompagnés au palais des Tuileries, et prirent possession des appartemens destinés pour leur résidence. Un grand nombre de pièces de canon placées aux principales avenues, sous prétexte de défense et de sureté, assuroient en effet leur captivité, et rendoient leur fuite impraticable.

Depuis l'élévation de la famille des Capet au trône de France, on n'avoit peut-être jamais vu une journée plus ignominieuse pour la dignité royale. La prise et l'emprisonnement de Louis IX à Damiette, celle du roi Jean à Poitiers, et celle de François Ier. à la bataille de Pavie, quoique malheureuses et humiliantes, étoient au moins adoucies par diverses considérations particulières; ces monarques furent au moins faits prisonniers les armes à la main, après avoir exécuté, contre ceux qui les subjuguèrent, des prodiges de valeur; ils ne durent leur infortune qu'au sort des armes. Henri III lui-même, lorsqu'il s'enfuit de sa capitale, poursuivi par les Guise, conserva du moins sa liberté personnelle, et

bientôt il revint assiéger et chasser ses sujets rebelles. Mais Louis XVI, tombé au-dessous de toute estime et de toute considération, et n'ayant montré, pour la défense de ses prérogatives envahies, ni capacité ni courage, ne jouissoit que d'une vie précaire, continuellement à la merci d'une populace insolente et séditieuse, qui, non contente de l'avoir emprisonné, pouvoit, au premier caprice de ressentiment, terminer la vie de son roi dégradé. Le palais dans lequel il fut confiné, fort négligé depuis plus d'un siècle, attendu que, dans tous cet espace de temps, Paris avoit été fort rarement la résidence du souverain, n'étoit nullement propre à recevoir la cour. L'appartement même du roi offroit aux yeux un si grand délabrement, que sa personne n'y étoit pas garantie de l'intempérie de l'air. Telle est la situation à laquelle se voyoit réduit un monarque qui, quelques mois auparavant, pouvoit encore se dire au sommet de la grandeur; un roi dont le trône, affermi sur ses fondemens par une longue possession, sembloit défier toutes les convulsions ordinaires qui renversent les empires et détruisent les plus solides ouvrages de la puissance et de la sagesse humaines.

Tandis que ces scènes d'outrage et de vio-

lence se passoient en France, l'Angleterre jouissoit d'un calme profond ; la prospérité régnoit dans ses affaires tant intérieures qu'extérieures, et augmentoit la considération nationale. L'année qui suivit immédiatement la maladie de Georges III, peut être regardée comme une des plus heureuses de son règne, tant pour lui personnellement que pour son peuple. Le danger récent auquel il venoit d'échapper rendoit sa santé plus précieuse à ses sujets, et les vives et sincères expressions de leur affection pour lui durent toucher sensiblement son cœur. Le caractère du souverain et celui de ses ministres étoient également propres à perpétuer la tranquillité générale. La conduite de M. Pitt, dans tout le cours des troubles de France, peut être regardée comme un modèle d'honneur et de droiture politique, et même comme un modèle de sagesse. Bien opposé aux principes de Richelieu, qui fomenta les causes de discorde entre Charles Ier. et son parlement ; à ceux de Vergennes qui excita les Américains à la résistance, et après une longue suite d'artifices, viola le plus solennel des traités, en assurant finalement leur indépendance, le ministre anglois garda avec fermeté, et d'après un système suivi, la plus exacte neutralité.

Son ame se montra, en cette occasion, comme en mille autres, trop élevée pour descendre aux petits artifices des hommes d'état vulgaires. La probité de sa vie privée lui marqua la ligne qu'il devoit suivre dans sa conduite publique. Une manière de procéder si noble et si extraordinaire, dans des circonstances qui pouvoient paroître justifier et autoriser une conduite plus relâchée, produisit son plein effet sur les deux nations, aussi bien que sur celles des autres états de l'Europe. On doit, ce me semble, quelque approbation, et peut-être même de l'admiration, à un gouvernement qui sait concilier ainsi la vigueur, l'énergie et la protection, avec le plus religieux attachement à la bonne foi nationale et à tous les principes d'une saine et généreuse politique.

L'espace de temps compris entre les mois de mai 1789 et 1790, comme le règne d'Antoninus-Pius, fournit en Angleterre peu de matériaux pour l'histoire. En paix avec tout l'univers, dans le sein du repos, la Grande-Bretagne voyoit prospérer son commerce et ses manufactures; son crédit alloit en augmentant, et son nom excitoit le respect parmi les nations les plus éloignées, tandis que la plupart des autres royaumes de l'Europe étoient

enveloppés dans des guerres étrangères, ou désolés par des troubles domestiques. Mais cette tranquillité n'étoit point l'effet d'une honteuse inertie ; jamais, au contraire, le gouvernement n'avoit été plus vigilant et plus actif. S'unissant à la Prusse et à la Hollande, la Grande-Bretagne étendoit indirectement son attention et ses secours jusqu'à Gustave III, qu'elle voyoit prêt à succomber dans une lutte inégale avec le vaste empire de Russie. Elle réprimoit et arrêtoit le Dannemarck, même après que cette puissance, comme auxiliaire de la cour de Petersbourg, avoit déjà pris les armes et commis des hostilités contre la Suède. Elle invitoit Léopold, qui venoit tout récemment de succéder aux trônes de Hongrie et de Bohême, à rappeler ses troupes des bords du Danube. Elle soutenoit par ses négociations la fermeté du conseil ottoman ; enfin elle imposoit silencieusement, mais d'une manière également décisive, des limites à l'ambition de leur éternelle ennemie, Cathérine II, en défendant à sa flotte d'oser quitter la Baltique et de compléter la destruction des Turcs dans l'Archipel.

Dans cette situation brillante, dont on ne trouve peut-être aucun autre exemple dans nos annales depuis la fin du court, mais bril-

lant protectorat de Cromwel, il s'éleva tout à coup un orage dont toute la prévoyance humaine n'auroit pu prévenir le danger.

Parmi les nouveaux sentiers que l'esprit actif et entreprenant d'un peuple éclairé s'étoit efforcé d'ouvrir au commerce depuis la paix de 1783, il en étoit deux entre autres qui promettoient les retours les plus avantageux. Le premier étoit une pêche à la baleine, semblable à celle qui s'étoit faite pendant long-temps près des côtes du Groenland; mais celle-ci devoit avoir lieu dans l'hémisphere méridional, vers l'extrémité du pays des Patagons. Sur les mers orageuses qui environnent le Cap Horn, et dans l'Océan pacifique, pendant l'espace d'un petit nombre d'années, cette branche de commerce avoit rapidement augmenté, et les prétentions vagues de la couronne d'Espagne à la souveraineté des rivages arrosés par cet Océan, n'avoient pu empêcher que les actionaires du projet n'en eussent déjà retiré de grands profits. La seconde de ces entreprises, originale par sa nature, d'une conception savante, d'une exécution hardie, et n'ayant pour règle aucune autre entreprise de la même nature, étoit dirigée vers des contrées et des objets presque inconnus tant aux géographes qu'aux

commerçans ou navigateurs. Elle demandoit un grand nombre de qualités qui se trouvent rarement et difficilement réunies, un capital considérable, l'approbation du ministère, des conducteurs habiles et fidèles, de courageux navigateurs, et sur-tout beaucoup de temps et de persévérance, avant que les personnes qui s'engageroient pour une expédition si lointaine et si dispendieuse, pussent recevoir le salaire de leurs travaux. Cependant on parvint à trouver cette réunion extraordinaire de zèle, de courage, de talens, et de circonstances, dans des hommes de la classe commune, parmi la partie mercantile des habitans de Londres; et cette particularité sera pour les siècles futurs un monument frappant de l'énergie, de la capacité et des talens nautiques qui ont élevé dans le siècle actuel la nation britannique au-dessus de tous les autres peuples tant anciens que modernes.

La côte Nord-Ouest de l'Amérique, contrée pour laquelle on destinoit cette embarquation, étoit si éloignée et si indéfinie, si je puis employer cette expression, que son existence même demeuroit encore inconnue ou douteuse avant les découvertes du règne de Georges III.

Au commencement du dix-huitième siècle, on croyoit ces rivages presque aussi inaccessibles aux navigateurs que les îles des Hespérides le paroissoient aux Grecs; et Swist lui-même, il y a à peine quatre-vingts ans, lorsqu'il composa ses voyages amusans de Lemuel Gullivier, regardant cette contrée comme une région fabuleuse et purement romanesque, la choisit pour la position de son imaginaire Brobdignag. Le grand espace de terre qui s'étend au nord de la Californie et de la nouvelle Albion jusqu'à la Mer glaciale avoit à la vérité été en partie reconnu et foiblement tracé par Cook; mais l'esprit d'industrie et d'entreprise avoit encore beaucoup à faire, avant que cette découverte fût rapportée à quelque but d'utilité publique. Cook avoit cependant certifié l'existence du Continent, et il avoit reçu des barbares, naturels de cette contrée, avec lesquels il étoit entré en marché, quelques échantillons de fourrures précieuses, en échange de diverses marchandises européennes d'une valeur bien inférieure.

L'espoir de recueillir une grande quantité de ces pelleteries rares et précieuses, pour la vente desquelles il se présentoit un marché fort avantageux à Canton en Chine, étoit le

stimulant propre à exciter ceux qui s'engageroient dans cette expédition. Mais à tous ces objets d'intérêt particulier, il se joignoit encore d'autres vues d'utilité générale et publique. Derrière cette côte, en tirant vers l'est, est le vaste continent de l'Amérique. Cette grande étendue de pays ouvre à l'activité commerciale et aux recherches un champ si immense, que l'imagination même s'y perd. La découverte d'une communication de cette contrée encore inconnue, avec nos établissemens à la baie d'Hudson, paroissoit, d'après les récits des chefs de l'entreprise, n'être pas totalement une chimère, quoiqu'elle eût été regardée comme telle par Cook lui-même.

Jamais peut-être on n'a imaginé ou exécuté aucune entreprise plus propre à agrandir la sphère de l'industrie, à unir par les liens de l'amitié et du commerce les parties les plus reculées de la planete, qu'on appelle *terre*, à étendre les limites de l'esprit humain, et à immortaliser, en enrichissant la nation capable de concevoir de semblables projets. Ceux-ci n'étoient pas inférieurs aux plus sublimes et aux plus hardies expéditions de l'ancienne Grèce. L'esprit de Colomb sembloit les avoir suggérés ; mais aujourd'hui,

familiarisés avec l'habileté et les grandes entreprises maritimes, nous ne voyons plus avec la même admiration les modernes aspirans à la renommée; on ne leur paye plus le même tribut d'éloges; et on ne voit guère leurs actions les plus héroïques qu'à travers le microscope de l'utilité ou des avantages pécuniaires qui résultent de leurs expéditions.

Animés par ces vues, et après avoir reçu les assurances les plus positives de la protection du gouvernement, cinq vaisseaux furent armés, et partirent de Londres dans le cours de 1785 et des deux années suivantes. Quatre de ces vaisseaux, après avoir doublé le Cap Horn, arrrivèrent heureusement à la côte Nord-Ouest de l'Amérique. Les espérances qu'on avoit conçues d'effectuer un échange lucratif de marchandises avec les naturels du pays, furent pleinement et promptement réalisées. Des cargaisons de magnifiques pelleteries furent tirées de cette contrée, et vendues aux Chinois à un si haut prix, malgré les taxes exorbitantes dont on les chargea, et mille autres vexations, que la vente remboursa amplement et enrichit tous ceux qui avoient part à l'entreprise. Il se forma au Bengal des sociétés de la même nature et pour le même objet, et en 1786 deux vaisseaux

partirent du Gange pour cette côte. Une factorerie fut établie à *Nootka-Sound*, port situé en Amérique, au cinquantième degré de latitude nord; la possession en fut prise solennellement au nom du souverain et de la couronne d'Angleterre. Des traités d'amitié furent conclus avec les chefs des districts voisins, et l'on acheta de l'un d'entre eux une portion de terrain sur lequel les nouveaux propriétaires commencèrent à former un établissement et à construire des magasins. Tout alors annonçoit une colonie naissante dans ces contrées, et chaque année ouvroit de nouvelles sources de commerce et de bénéfices.

Quoiqu'on ne pût guère s'attendre que quelques individus, occupés de ces soins privés et domestiques, dussent étendre leurs vues et leurs efforts à des objets d'utilité publique, cependant ils acquirent incidentellement, dans le cours de leurs voyages, quelques notions importantes sur le Continent américain. On rapporta même qu'un sloop nommé le Washington, avoit navigué l'espace de quelques centaines de milles le long d'une chaîne d'îles, semées dans une mer qui, dans la direction du nord-est, divise ce Continent. Quoique les relations, jusqu'à présent reçues ou transmises, de ce fait extraordinaire et

intéressant, ne soient ni assez amplement ni assez soigneusement détaillées, cependant elles paroissent n'être pas totalement dénuées de fondement et de probabilité. Mais un accident imprévu vint tout-à-coup suspendre toutes les espérances, tant particulières que nationales, que le commerce avec les habitans de ces contrées sembloit promettre à la Grande-Bretagne.

Le 6 mai 1789 deux vaisseaux de guerre espagnols entrèrent dans la baie de Nootka. L'officier qui les commandoit, après avoir montré pendant plusieurs jours des intentions amicales, commença à saisir, au nom de son souverain, tous les vaisseaux anglais, à mesure qu'ils arrivoient des diverses parties de la côte, emprisonnant les équipages, confiscant ou pillant les cargaisons, et finalement emmenant toutes ces prises à S. Blas dans le Mexique. Une violation si marquée non seulement de la paix subsistante entre les deux monarchies, mais de toutes les loix établies entre les nations civilisées, fut accompagnée et aggravée par tout ce que la duplicité, l'insolence et la cruauté ont de plus révoltant; tandis que d'un autre côté les Espagnols prodiguoient les secours et les attentions les plus amicales aux capitaines

de

de deux vaisseaux américains, le *Washington* et la *Columbia*, attirés par les mêmes motifs commerçiaux au port de Nootka. Ces témoignages de protection et de déférence de la part des Espagnols, allèrent jusqu'à forcer l'équipage d'un des vaisseaux anglais confisqués, de conduire la *Columbia* à Canton; et ce furent ces hommes-la même qui firent passer officiellement au ministère anglais la première relation régulière et authentique de ces actes d'hostilité, dont l'ambassadeur d'Espagne à la cour de Londres avoit à la vérité touché quelques mots, mais vaguement et sans entrer dans aucuns détails....

A cette nouvelle, le ministre montra tout à la fois l'élévation et la fermeté de son caractère. Sans descendre, avec la cour d'Espagne, aux formes humiliantes et fastidieuses des réquisitions, auxquelles le cabinet espagnol, d'après ses principes usuels de politique, pouvoit éluder, ou différer ou même refuser finalement de faire droit, il informa aussitôt, au nom du roi, les deux chambres de parlement de tout ce qui s'étoit passé. Il mit dans la plus grande évidence la nullité et l'injustice de toutes prétentions en général de la couronne d'Espagne, sur un territoire découvert, planté et occupé par les Anglais, et en

particulier, sur le port de Nootka, situé à une grande distance de tout établissement, appartenant à la nation espagnole. Son plus grand désir etoit, dit-il, de terminer cette querelle à l'amiable et par un traité; mais il déclara en même temps qu'il étoit fermement décidé, non-seulement à exiger de la cour de Madrid la pleine réparation de ces outrages et le dédomagemment des pertes essuyées par les marchands anglais, mais de forcer l'Espagne à renoncer, décidément et formellement, à toute prétention indéfinie tant sur la navigation exclusive de l'Océan pacifique que sur la souveraineté de toute la côte Nord-Ouest de l'Amérique. Il représenta à la chambre des communes combien il étoit de sa loyauté, de sa dignité et de son honneur, de soutenir ces mesures, l'invitant à venger par la force des armes les droits envahis de la nation, s'il arrivoit que l'Espagne refusât d'entendre le langage de la raison.

Cet appel vigoureux à l'honneur de la nation excita une approbation vive et générale: les chefs de l'opposition adoptèrent à l'instant le sentiment du ministre, déclarant qu'ils croyoient également sage et nécessaire de soutenir par toute, la force tant militaire que navale, l'effet de la négociation. En consé-

quence de ces résolutions, une flotte nombreuse et puissante se trouva équipée avec une célérité bien propre à rehausser encore aux yeux de toute l'Europe la réputation du ministère anglais ; tandis qu'elle mettoit en action toutes les ressources du royaume. La dissolution du parlement, acte prescrit par la saine raison, à la veille d'une guerre qui paroissoit inévitable, suivit immédiatement ces démonstrations de ressentiment, et ces demandes en réparation.

Si l'on compare la promptitude et l'énergie d'une telle conduite avec celle de sir Robert Walpole, ou celle de lord North dans des circonstances semblables, on sentira aisément tout l'avantage de notre administration actuelle sur l'ancienne. La lenteur et la répugnance du premier à ressentir et même à voir les déprédations exercées, pendant une longue suite d'années, par les Espagnols, sur le commerce de l'Angletere, à mesure qu'elles enhardissoient l'ennemi, abattoient le courage de la nation. A la fin excité par une continuation si révoltante d'outrages et d'indignités, le parlement vengea l'honneur national en retirant au ministre la surintendance des affaires.

La puisillanimité des conseils de lord North,

qu'on peut nommer le temporiseur, dans la dispute relative aux îles de Falkland, et la décision finale de cette affaire, décision qui laissa le droit incertain, ou plutôt assuré en faveur de la cour de Madrid, au moment même que l'Espagne, d'après des motifs de convenance politique, jugeoit à propos de céder à l'Angleterre le territoire contesté; toutes ces mesures humiliantes que la plume de Junius a exposées et réprouvées, n'ont pas besoin de commentaire et sont suffisamment appréciées par un peuple juste et éclairé.

L'Espagne n'étoit plus gouvernée par Charles III à l'époque des événémens de Nootka-Sound. Ce prince, après avoir regné pendant vingt ans et plus sur les états napolitains, étoit monté au trône d'Espagne, à la mort de son frère Ferdinand VI en 1759, et lui-même étoit mort dans un âge fort avancé en décembre 1788. Son antipathie bien marquée pour la nation anglaise dont-il avoit reçu dans sa jeunesse quelques bienfaits signalés et quelques humiliations pénibles et personnelles, l'avoit sans doute porté, plus encore que sa consanguinité ou sa connexion politique avec la cour de Versailles, à s'unir avec elle dans les deux guerres successives que l'Angleterre a eu à soutenir avec la France.

On peut sans injustice attribuer aux conseils de Charles III, et à un plan concerté avec le cabinet de Versailles, pour attaquer le commerce et gêner les entreprises de l'Angleterre sur la côte Nord-Ouest de l'Amérique, les actes de violence commis par Don Martinez dans le port de Nootka. Le court espace de cinq mois qui s'étoient écoulés entre la mort de Charles III et ses infractions au traité de paix subsistant entre les deux couronnes, ne laisse aucun lieu de douter que les ordres n'eussent été donnés tandis que le souverain vivoit encore.

Les choses étant en cet état, Charles IV succéda au trône d'Espagne. Quoiqu'il fût déjà d'un âge mûr, son caractère n'étoit guère connu au-delà des limites de ses états. Dans sa jeunesse il avoit annoncé des dispositions plus castillannes que n'en avoit montré jusqu'alors aucun des descendans de Philippe V; il sembloit promettre que, dans le cours de son règne, le sentiment de sa naissance et de son origine influeroit moins sur les affaires de l'état, qu'une sage considération de la vraie politique convenable aux intérêts et à la dignité d'un souverain des deux Espagnes. Si tels sont en effet ses principes, et s'il est capable de suivre ce plan de conduite,

ou s'il aimera mieux se livrer à la partialité qui doit naturellement résulter de son affinité avec Louis XVI, c'est ce que l'expérience nous apprendra. Quant à présent, il paroît que ce sont toujours les mêmes ministres qui gouvernent; la cour de Madrid paroît toujours agir d'après les mêmes principes, qui l'ont constamment caractérisée depuis l'extinction de la branche espagnole de la maison d'Autriche; et probablement un grand nombre d'années s'écoulera encore avant que les effets pernicieux du traité d'Utrecht, par lequel s'unirent deux monarchies, qui pendant des siècles antérieurs à ce traité n'avoient jamais combiné leurs forces pour agir contre l'Angleterre, aient totalement cessé de se faire sentir.

Les efforts que fit le premier ministre pour terminer la querelle par la voie de la négociation, marchèrent d'un pas égal avec les opérations de l'armement. Dans le même temps qu'une flotte, dont le commandement étoit destiné à lord Lowe, s'assembloit à Portsmouth, M. Fitz-Herbert fut envoyé ambassadeur à Madrid, pour y essayer l'effet des plaintes et des remontrances. Le peuple anglais, approuvant unanimement ces mesures, demandoit à grands cris la guerre, ou la plus

prompte et la plus satisfaisante des réparations. Les troubles et l'état embarrassé de la monarchie française, aussi bien que la situation personnelle du roi de France, paroissoient rendre impraticable l'accomplissement du pacte de famille, quelque penchant que pût avoir la cour de Versailles à soutenir son alliée.

L'Espagne sentit sans doute l'inconvénient de commencer, sans le secours d'aucune autre puissance européenne, une guerre contre l'Angleterre, et une guerre dont l'événement pouvoit être fatal à sa grandeur et à son commerce dans toutes les parties du monde. Elle parut céder à ces considérations, et vers la fin de juillet le ministère espagnol consentit à des dédommagemens pour les pertes essuyées par les marchands anglais pillés à Nootka, cette première clause devant servir de base ou de préliminaire à un arrangement définitif. Cependant, malgré ce désir apparent de terminer à l'amiable et d'éviter une guerre, l'Espagne armoit une nombreuse escadre dans les ports de Cadix et du Ferrol; d'un autre côté, son ambassadeur à la cour de France dépensoit les trésors de son maître pour induire l'assemblée nationale à se déclarer en faveur de Charles IV, et à remplir dans toute leur étendue les obliga-

tions du pacte de famille. Ses démarches, quoique moins heureuses qu'elles auroient pu l'être dans d'autres circonstances, obtinrent cependant un décret favorable aux vœux et aux intentions de la cour d'Espagne. L'assemblée nationale déclara qu'elle adhéroit aux stipulations formées entre les deux nations, et ordonna aussi-tôt qu'une flotte considérable seroit tenue en état de guerre dans le port de Brest. Les espérances d'un accommodement prompt et durable entre les cours de Londres et de Madrid, qu'avoit excitées la concession déjà faite par cette dernière puissance, devinrent par degrés plns incertaines et plus problématiques. L'automne déjà prochain n'apporta ni certitude, ni décision sur ce grand point ; et quoique la flotte anglaise, après avoir croisé pendant près de six semaines dans la baie de Biscaye, fût de retour à Spithead sans avoir vu un ennemi, on n'en attendoit pas moins une rupture au premier instant.

Tandis que ces négociations et armemens tenoient en suspens la partie occidentale de l'Europe, la mort de l'empereur Joseph II avoit occasionné, parmi les princes de l'empire germanique, les événemens les plus importans et les plus inattendus. Ce prince in-

quiet et turbulent, dont le corps etoit épuisé et l'ame constamment agitée, expira à Vienne au commencement de la présente année. Ses provinces, vastes et nombreuses, mais divisées et révoltées, échurent par droit de succession à son frère Léopold, grand duc de Toscane. Peu de souverains ont pris possession d'un trône dans des circonstances plus critiques et plus alarmantes. Quoique Laudon eût atteint le terme de sa brillante carrière militaire, et qu'il eût même jetté par la prise de Belgrade une sorte de lustre sur les derniers momens de Joseph II; quoique les Turcs eussent été chassés au-delà du Danube, et que les troupes impériales eussent à la fin pénétré dans la Servie et la Moldavie, cependant ces avantages, achetés par trois campagnes, et précédés par des défaites et des désastres, n'étoient qu'une bien foible compensation pour les calamités qui menaçoient ou affligeoient les états de la maison d'Autriche. La Hongrie, si renommée par sa fidélité et son attachement porté jusqu'à l'enthousiasme envers Marie-Thérèse, lorsque cette princesse étoit plongée dans la plus grande détresse, avoit eu à se plaindre de son successeur, qui, en envahissant leurs plus précieuses immunités, n'avoit pas craint d'insulter à

leurs préjugés les plus sacrés. La postérité aura peine à croire que ce prince imprudent, pour ne pas dire insensé, peu de temps après son avénement au trône, voulant faire sentir aux Hongrois quelques traits de son ressentiment, fit non seulement transporter la couronne et les autres attributs royaux de cette monarchie, de Bude, l'ancienne capitale, à Vienne; mais encore qu'en signe de dédain et de mépris, il voulut que ces vénérables marques de la dignité royale, d'un prix inestimable dans les idées du peuple, fussent voiturées d'une capitale à l'autre, sur une charrette ordinaire.

Le roi de Prusse, à la tête d'une prodigieuse armée, menacoit d'entrer en Bohéme. Les princes germains étoient presque universellement mécontens de Joseph II, dont ils avoient improuvé les projets insidieux pour un échange de territoire avec l'électeur Palatin. Les Belges, irrités par une longue suite d'oppressions, de confiscations et de violations de toutes leurs anciennes libertés, s'affranchissant de ce joug, refusoient de reconnoître un prince qu'ils ne regardoient plus comme un protecteur mais comme un tyran. Philippe II, lorsqu'il rappela le sanguinaire duc d'Albe, n'étoit pas plus détesté que Joseph II dans

les Pays-Bas. D'Alton, quoique à la tête d'un corps formidable, avoit été forcé d'évacuer Bruxelles précipitamment et en désordre, et de chercher son salut dans une fuite ignominieuse. Luxembourg étoit la seule des dix provinces qui fût restée au pouvoir de l'Autriche, lorsque Léopold succéda à son frère; et les Belges avoient même refusé de prêter l'oreille aux propositions d'accommodement que Joseph II, à ses derniers momens, offroit à ses sujets révoltés.

Environné de difficultés occasionnées par l'ambition et le despotisme de son prédécesseur, le nouveau roi de Hongrie, après quelques mois de délai et d'irrésolution, prit enfin le sage parti de céder à la nécessité, qui lui étoit imposée par le désordre de ses affaires. Les cours de Berlin et de Londres agissant de concert, et soutenues par une armée Prussienne, firent la loi à la maison d'Autriche. Léopold consentit à abandonner l'alliance formée par son prédécesseur avec l'impératrice de Russie, à rendre aux Turcs les territoires récemment conquis; à recevoir en faveur les Belges, ses sujets, après avoir ratifié et confirmé toutes leurs libertés et tous leurs priviléges. Après le succès de cette vigoureuse interposition, une adresse fut envoyée à Ca-

therine II de la part des mêmes puissances, par laquelle cette princesse ambitieuse et hardie fut requise de suivre l'exemple donné par le roi de Hongrie, de faire une paix équitable avec la Porte Ottomanne, et de mettre fin à sa guerre avec la Suède.

L'impératrice se tira d'une si humiliante nécessité par un coup de politique, le plus rapide, le plus imprévu et peut-être le plus habile qu'on puisse trouver dans les annales du siècle. Elle fit la paix avec ce roi de Suède, dont elle n'avoit pas fait scrupule d'exciter, quelques années aupavarant, les propres soldats et les sujets à se révolter contre lui; avec ce roi qui dans l'affaire de Wybourg ne s'étoit soustrait à la captivité, qu'en se faisant à force ouverte un passage à travers la flotte Russe dont il étoit environné; qui non seulement avoit commis des hostilités et porté la guerre sur le territoire de l'impératrice, mais qui n'avoit pas craint, dit-on, d'attaquer sa réputation par des écrits diffamans, et de la citer au tribunal de l'Europe et des siècles futurs, comme une usurpatrice, insatiable de puissance, et dénuée de tout principe d'honneur et de bonne foi. Quelques jours seulement s'écoulèrent entre les plus violentes manifestations de leur inimitié personnelle, et

l'échange solennel des ratifications de la paix. Alors, délivrée d'un ennemi qui retenoit sa flotte dans la Baltique, et qui pouvoit au premier instant se présenter aux portes de sa capitale, Catherine reprit une nouvelle vigueur, dédaigna de se soumettre aux mandats de la Prusse, et continua ses opérations militaires contre les Turcs.

L'impératrice n'en demeura pas là. Irritée de voir qu'on osoit attenter à la liberté de ses armes et limiter ses conquêtes, elle pressa Gustave III d'entrer en confédération contre ces puissances, dont jusqu'alors il avoit été si constamment l'allié, et auxquelles il devoit, en grande partie, la conservation de son trône. Elle entra dans de nouvelles négociations avec le prince régent et le cabinet de Dannemarck, que l'interpositiou seule de l'Angleterre avoit jusqu'alors retenus dans la neutralité. Elle engagea, soit par la voie de la séduction, soit par la persuasion, la diète de Pologne à montrer des sentimens hostiles envers la Prusse, et encouragea l'Espagne à se refuser aux demandes du gouvernement britannique.

Dans ces circonstances et sous ces présages qui annonçoient à l'Europe des troubles et des hostilités, le mois d'octobre commença. Dans tout son cours, les espérances et les

craintes de la nation anglaise demeurèrent péniblement suspendues par l'incertitude de l'événement. L'impatience et l'anxiété, naturellement inséparables de cette situation, étoient encore accrues par le secret et le silence qui environnoient les opérations du cabinet. La puissance et l'énergie du gouvernement, réunies au tour du premier ministre et concentrées dans sa personne, offroient aux yeux toute la vigueur et la célérité du despotisme, et même l'image des maux attachés à cette odieuse forme de gouvernement. Quoique la flotte, une des plus nombreuses et des plus puissantes que l'Angleterre eût jamais équipées, demeurât à Spithead, prête à faire voile pour l'Océan atlantique au premier signal; quoique l'amiral Cornish, à la tête de huit vaisseaux de ligne, fût déjà sorti du canal à la faveur d'un vent d'est; quoiqu'un détachement de gardes, au nombre de deux mille hommes et plus, eût ordre de marcher à Portsmouth, et que tout fût déjà préparé pour leur prompt embarquement; enfin, quoique le coup qui menaçoit la monarchie espagnole ne parût retenu que par un fil, cependant rien ne transpiroit, pas un seul mot propre à satisfaire l'impatiente curiosité de la capitale et de toute la contrée.

On ne pouvoit faire que des conjectures vagues sur la destination de ce puissant armement naval et militaire. L'immense étendue des posssessions espagnoles, depuis l'embouchure du Mississipi, jusqu'à celle de la rivière Plate, etoit un vaste champ ouvert à l'imagination et aux conjectures. Pour ceux qui se rappeloient les délais, la publicité et la timidité qui dégradoient les conseils et rendoient nulles les mesures de l'Angleterre, dans la guerre contre les Américains, le contraste actuel étoit à la fois un sujet d'étonnement et d'admiration. Bien convaincue que le le soin de son honneur et de ses intérets étoit entre les mains d'un dépositaire digne de sa confiance, et tenant les yeux constamment fixés sur lui, la nation attendoit avec patience le dénoûment. Ainsi l'opinion publique étoit flottante entre la guerre et la paix, selon que les événemens les moins importans paroissoient indiquer l'une ou l'autre ; et le mois d'octobre expira comme il avoit commencé, dans le doute et l'incertitude.

Pendant les trois premiers jours du mois suivant, toutes les heures paroissoient devoir décider cette importante question. L'approche de cette époque à laquelle le parlement a coutume de s'assembler pour délibérer sur

les affaires publiques, la saison déjà avancée, et plus que tout cela le long espace de temps qui s'étoit déjà écoulé depuis le commencement de la négociation, paroissoient interdire à l'administration toute espèce de délai, et l'impatience publique étoit à son comble, lorsqu'enfin, le 4 novembre, jour déjà mémorable et marqué par la prospérité dans les annales de la Grande-Bretagne, le messager, si long-temps attendu, arrriva avec des nouvelles de paix. L'Espagne, après une résistance proportionnée à l'importance des objets contestés, et après divers refus peremptoires et réitérés de concéder quelques points assez contrarians pour son orgueil et pour ses intérêts, se rendit enfin aux demandes de l'Angleterre, et signa une *convention* qui termina toute cause passée ou présente de dispute entre les deux couronnes.

C'est à la sagesse et à la modération du premier ministre espagnol, le comte de Florida-Bianca, que l'opinion générale attribua, avec raison, cette sage et prudente résolution, qui arrêta l'épée déjà hors du fourreau. S'il étoit permis à un historien de spéculer dans les événemens de l'avenir, ou si, d'après des faits existans et certains, on peut prédire ceux qui, dans l'ordre commun des événemens, doivent

doivent avoir lieu, il est plus que probable que cette guerre, si heureusement dissipée, eût été grandement et pour long-temps préjudiciable à l'Espagne.

La puissance navale de l'Angleterre, qui, dans aucun temps, n'avoit été mise si promptement et si vigoureusement en activité ; le zèle et l'unanimité de toute la nation ; l'énergie et la capacité bien reconnue de l'administration ; la cause même de cette guerre, qui, par sa nature, devoit, non seulement être offensive, mais avoir pour objet certaines parties du globe, propres à enflammer les combattans par l'espoir du pillage et d'un riche butin ; l'état de dénûment des colonies espagnoles qui, dans les deux hémisphères, sont la plupart à découvert et sans défense ; l'anarchie, et conséquemment l'impossibilité dans laquelle se trouvoit la France de soutenir bien puissamment la couronne d'Espagne ; les embarras même affligeans et terribles, quoique d'une moindre importance, résultans pour l'Espagne du tremblement de terre qui venoit de démolir la forteresse d'Oran, sur la côte d'Afrique, presqu'à l'instant même que l'empereur de Maroc commençoit à montrer contre le roi catholique des intentions hostiles ; cette combinaison de causes et d'événe-

mens que nous retraçons ici sans exagération, et sans craindre qu'on nous reproche aucune partialité nationale, nous porte à croire que la monarchie espagnole s'est soustraite par la sage et condescendante politique de son ministre, à des maux et des calamités sans nombre et sans exemple.

Malgré tout l'avantage que l'Angleterre, dans les circonstances que je viens d'exposer, auroit eu probablement dans cette guerre, il est indubitable que, dans une contrée dont la dette est aussi énorme, jamais les plus brillantes conquêtes n'auroient pu compenser les maux inséparablement attachés à l'état d'hostilité. La paix, obtenue à des conditions, je ne dis pas avantageuses, mais simplement équitables, étoit, aux yeux de tout homme sensé, bien préférable à l'acquisition de toutes les provinces conquises par Cortez ou subjuguées par Pizarre. Mais la *convention*, récemment signée, en assurant d'un côté une ample réparation aux droits violés de la couronne, et une restitution légitime aux sujets de la Grande-Bretagne, pillés à Nootka-Sound, ouvroit, de l'autre, au commerce de nouvelles sources de richesse. Après avoir été soumise pendant plusieurs semaines à l'inspection et à l'examen de la nation anglaise; après avoir

réçu les témoignages les plus authentiques de la gratitude et de la satisfaction publiques, dans les adresses envoyées au souverain par les grandes corporations de Londres, d'Edimbourg et de Bristol, nécessairement composées de gens sensés et particuliérement éclairés sur les intérêts commerciaux de la contrée ; après avoir été définitivement discutée avec toute la sévérité du *criticisme* politique dans les deux chambres du parlement, et sanctionnée par l'approbation décidée de l'une et de l'autre ; après avoir subi toutes ces rigoureuses épreuves, la *convention* peut, comme tout autre fait historique, être examinée avec la candeur, l'impartialité et la modération convenables à un historien.

Que la Grande-Bretagne ait gagné par la *convention* des points et des objets, réservés ou refusés par la cour de Madrid dans tous les traités faits avec elle depuis la fin du règne de Philippe IV, c'est un fait incontestable. Le temés seul peut compèltement fixer la vraie valeur de ces concessions, qui dépend en grande partie du degré d'industrie et d'activité qu'on employera pour les convertir à l'utilité nationale. Cette puissance jalouse et intéressée, qui ayant originairement découvert et conquis le Nouveau Monde, a toujours

cherché à jeter un voile épais sur cette partie du globe, et à écarter de ses vastes possessions toutes les autres puissances européennes, s'est, pour la première fois, relâchée de ses hautes et exclusives prétentions. Dans cette *convention*, la prétendue donation de la cour de Rome et de tous les autres prétendus titres surannés qu'une longue prescription avoient rendus vénérables, sont mis de côté et pour jamais abandonnés ; la navigation de l'Océan Pacifique est déclarée aussi libre que celle de la Mer Atlantique ; le droit réclamé par l'Angleterre de continuer à pêcher sur les parties de la côte de l'Amérique Méridionale qui ne sont encore ni occupées ni habitées par les Espagnols, est reconnu ; et de plus une vaste étendue des terres Magellaniques, sur les deux côtés du Cap Horn, comprenant toute la côte au-dessous de l'établissement le plus méridional déjà fait par les Espagnols, est déclarée libre aux deux nations, pour tout objet de convenance momentanée ; mais les deux couronnes s'interdisent réciproquement la faculté de former aucun établissement permanent sur ce rivage inhabitable. En retour de cette vaste et libérale concession, l'Angleterre se soumet à la condition de ne permettre qu'aucun de ses vaisseaux

puisse approcher de dix lieues les côtes et les contrées actuellement occupées par l'Espagne sur les bords de l'Océan Pacifique.

A l'égard de la côte Nord-Ouest de l'Amérique, qui a occasioné tant de doutes et de discussions sur la question de savoir qui l'avoit en effet originairement découverte et occupée, et qui devoit en être le maître, les concessions portées par le traité sont encore plus avantageuses. Sans récapituler les faits sur lesquels pose toute la discussion, et sur lesquels une ample satisfaction est stipulée, tout le continent au nord des établissemens déjà possédés par l'Espagne demeure ouvert aux deux nations, avec un droit d'entrée seulement sur les marchandises qui entreront dans les ports ou places appartenans à l'une ou l'autre couronne. Le même principe général d'égalité est posé comme base du traité, relativement à l'hémisphère méridional et septentrional. Le ministre ne fit pas difficulté d'avouer, et c'est l'observation qui fut faite par ses opposans, lorsque la question fut agitée dans la chambre des communes, qu'il eût été nécessaire pour la perfection du traité et pour le mettre à l'abri de toute fausse interprétation, de fixer d'une manière précise les limites respectives des deux puissances,

sur la côte Nord et Sud de l'Amérique ; mais une prolongation de la dispute eût été beaucoup plus préjudiciable que l'établissement exact et préliminaire d'une ligne de démarcation n'eût été avantageuse. Ainsi, tout reproche sur ce point porteroit à faux, puisqu'une semblable entreprise n'offroit pas un but essentiel d'utilité et que l'exécution immédiate en étoit impraticable. Un principe aussi clair étant établi par un consentement mutuel des deux cours contractantes, il ne peut plus s'élever aucune difficulté importante dans le cours de leurs négociations futures pour la fixation de leurs limites.

Pour compléter ce grand acte si salutaire, si glorieux pour la nation, il ne restoit plus qu'à trouver avec célérité les fonds nécessaires pour en payer les frais. Loin d'éviter cette tâche difficile et pénible, mais nécessaire, le ministre produisit à la suite du traité même les comptes de l'armement tant naval que militaire, et des impositions pécuniaires qu'il proposoit d'asseoir pour leur prompte liquidation. Autant il s'étoit montré grand et énergique dans ses préparatifs, lorsqu'il étoit nécessaire d'humilier la cour d'Espagne, et que la guerre paroissoit inévitable, autant il se montra capable d'une sévère économie,

lorsque cette nécessité n'exista plus. Son esprit vaste et actif surmonta toutes les difficultés qui arrêtent les hommes d'état ordinaires. Il proposa un moyen non seulement de lever l'intérêt de la dette récemment contractée ; mais encore d'en éteindre le capital, dans le cours de quatre années, quoiqu'il montât à plus de trois millions sterling. L'effet d'une mesure si judicieuse et si prudente, qui montre également la magnanimité du ministre qui la proposa et les ressources d'une contrée qui l'adopta, sera ressenti par tous les royaumes de l'Europe. On ne trouve dans les annales d'Élisabeth, lorsque les conseils d'Angleterre étoient dirigés par la prévoyance et la politique d'un Burleigh, aucun acte de sagesse qui surpasse celui-ci. Le siècle actuel n'en offre pas un seul exemple, et les siècles futurs auront peine à le croire.

Le jour auquel M. Pitt soumit au parlement ce beau systême, fut encore distingué par un autre acte, qui auroit pu rendre illustre un homme d'un mérite et d'une réputation moins éminente. L'ordre de la jarretière, conféré par le souverain à lord Chatham montra l'indifférence ou la supériorité du ministre aux plus hautes distinctions et décorations extérieures, comme sa renonciation à

un office lucratif en faveur du colonel Barré, dans le commencement de son administration, avoit prouvé son désintéressement.

Il seroit difficile de faire de plus grands sacrifices que n'en a fait M. Pitt; de même il seroit peut-être difficile de trouver dans les temps modernes quelques exemples d'une acquisition si précoce de cette véritable gloire qui est la récompense de la droiture et des talens. Si les noms de Clarendon, de Godolphin, ou de Pelham, peuvent être placés, avec quelque convenance, auprès de celui de Pitt, c'est ce qu'on peut laisser à décider à la postérité; mais il convient à l'historien du siècle actuel d'affirmer et de prouver que, dans aucun temps, depuis la restauration de la monarchie dans la personne de Charles II, l'Angleterre n'est montée à un si haut degré de solide grandeur et d'importance. Nous chercherions en vain quelques traces de considération ou d'honneur national dans les honteuses annales du prince dissolu et dépendant que je viens de nommer, ou dans le règne bigot et momentané de son moins criminel, mais plus malheureux successeur. Trouvons-nous de plus grands sujets d'orgueil et d'exaltation, même sous le gouvernement tempéré et électif de Guillaume III?

Quelles que soient les obligations que nous pouvons avoir au prince d'Orange, qui nous délivra de la tyrannie civile et spirituelle, ses armes furent constamment restreintes par les généraux de Louis XIV, comme ses mesures furent constamment déconcertées par sa politique et sa puissance.

Après une lutte perpétuelle et inégale, dans laquelle notre commerce fut presque anéanti, et dans laquelle les lauriers de Boyne et de la Hogue furent flétris par les échecs annuels reçus, tant sur le continent, que dans le canal, la Grande-Bretagne étoit prête à succomber à ses efforts. Quoique la paix de Ryswick vint produire un calme trompeur et momentané, cependant la couronne d'Espagne, malgré les plus solennelles renonciations, fut en 1700, à l'extinction de la branche espagnole de la maison d'Autriche, paisiblement transférée à un prince de France, tandis que les dernières heures de Guillaume étoient occupées par d'inutiles efforts, pour prévenir les fatales conséquences d'un acte incontestablement préjudiciable à la sécurité, aux intérêts et à la grandeur de l'Angleterre.

Il faut convenir que le règne féminin qui succéda à celui-ci, tant qu'il fut conduit par les conseils de Godolphin et le génie de Marl-

borough, offre un tableau frappant de gloire militaire et de triomphes successifs. La cour de Versailles, accoutumée à donner la paix, fut forcée de la demander ; et Torci, en 1709, à Gertruydenbourg, offrit l'humiliant spectacle d'un ministre de Louis XIV prosterné devant l'Angleterre et la Hollande ; mais l'imprudence et la présomption d'une administration enivrée de sa prospérité, et oubliant les vicissitudes des choses humaines, laissèrent passer le moment favorable où ils auroient pu établir pour jamais et sur des fondemens inébranlables la sureté et les intérêts de la nation. Bientôt après l'horison s'obscurcit, et la riante perspective se perdit dans les nuages.

Villars releva la France de cet état d'humiliation et de détresse, tandis qu'Oxford et Bolingbroke déshonoroient le gouvernement, et accéléroient la mort de leur foible maîtresse par des mesures pusillanimes et des violations de la foi nationale. Les trophées de Blenheim et de Malplaquet furent effacés par la défaite de Denain et la paix d'Utrecht : la maison d'Autriche fut trahie dans ce honteux traité. La langueur et la foiblesse terminèrent un régne dont le matin avoit été si glorieux et si brillant, et n'en laissèrent à la postérité qu'un souvenir de regret.

Si les annales de la dernière princesse de la ligne des Stuart offre si peu de matière à l'éloge historique, ce n'est pas dans le labyrinthe des ruses et des alliances politiques, qui composent et caractérisent celles de Georges I, que nous devons chercher de grands sujets d'admiration. La victoire navale remportée par Byng sur la flotte espagnole au Fare de Messine, quoique brillante et décisive, loin d'être un avantage pour la nation, fut contraire à tous les principes d'une sage et judicieuse politique. Elle eut pour contraste la fatale banqueroute de l'année *de la mer du Sud*; la triste destinée de l'escadre de d'Hosier sacrifiée sous les murs de Porto-Bello; l'abandon des intérêts et de l'honneur de la couronne d'Angleterre, sacrifiés à d'injustes prédilections et à des acquisitions étrangères.

Le commencement du règne de Georges II conduit, comme l'avoit été en grande partie celui de son père, par les conseils de Walpole, n'offre pas une perspective beaucoup plus riante. Ce règne fut à la vérité pacifique; mais cette paix étoit la honteuse nonchalance de Jacques, et non la tranquillité noble et martiale d'Elisabeth. On seroit embarrassé de trouver dans l'histoire du siècle actuel une époque moins distinguée par la sagesse et la

vigueur du gouvernement, où l'Angleterre soit tombée dans un état plus complet d'insignifiance, que dans l'intervalle qui s'écoula depuis la mort de Georges I, en 1727, jusqu'à la fin de l'administration de sir Robert Walpole, en 1742. Quelles furent en effet les opérations ministérielles de cette période? La flotte anglaise escorta le plus jeune fils de Philippe V de Barcelone en Italie; nous contribuâmes de tout notre pouvoir à l'agrandissement de la maison de Bourbon; nous supportâmes avec douceur tous les actes de violence exercés par l'Espagne contre notre commerce dans toutes les mers d'Amérique; nous abandonnâmes l'empereur Charles VI aux forces réunies de la France, de l'Espagne et de la Sardaigne, qui, dans une dispute si inégale, démembrèrent des états de la maison d'Autriche les royaumes de Naples et de Sicile; enfin, pour couronner tous ces traits frappans d'imprudence et d'incapacité, nous permîmes à Louis XV d'incorporer le duché de Lorraine avec ses possessions héréditaires, et d'affermir ainsi sa souveraine puissance. On conçoit que ces grandes et nombreuses concessions n'étoient pas propres à concilier au gouvernement anglais l'affection ou le respect. Versé dans tous les artifices parlementaires, et

dansla science de la vénalité domestique, mais se connoissant lui-même incapable de conduire le vaisseau durant l'orage qu'il voyoit se former, Walpole, après avoir employé toutes les ressources de son esprit pour retenir son roi et son pays dans une honteuse neutralité, remit enfin, quoiqu'à regret, dans d'autres mains, les rênes du pouvoir qu'il avoit tenues trop long-temps pour l'honneur de son maître, et pour la gloire et l'avantage de l'Angleterre.

Pelham, après un court intervalle, lui succéda. Le lustre de ses vertus privées et personnelles rendirent respectable son administration, qui ne fut pourtant ni heureuse dans la guerre ni tranquille dans la paix. Les campagnes peu glorieuses de Fontenoy et de Lawfeld; les défaites de l'armée alliée en Flandre, suivies de la prise de Berg-op-zoom et du siége de Maëstricht; la paix d'Aix-la-Chapelle, si humiliante et si préjudiciable à la Grande-Bretagne; les ravages et les hostilités que la France continua, même après ce traité, d'exercer contre nos colonies en Amérique et dans les Indes Orientales, tous ces sujets de plainte et de mécontentement, qui obscurcirent le ministère de Pelham, consolèrent la nation de sa perte. En 1754 la mort l'enleva aux affaires publiques.

Le court espace du règne de Georges II, subséquent à la mort de Pelham, fut également marqué par des calamités et des disgraces, jusqu'à l'époque mémorable et brillante, mais instantanée, qui précéda immédiatement sa fin. Le génie de Pitt fit renaître l'idée d'une sorte de gloire et de succès depuis long-temps oubliés. La perte de Minorque et l'ignominieuse convention de Closter-Seven furent effacés par les conquêtes successives de la Martinique, du Canada, de Plassey, de Belle-Isle et de la Havanne; mais la mort du souverain en 1760 et la translation de l'autorité ministérielle qui en fut la suite, arrêtèrent les salutaires effets de cet enchaînement de victoires. Une paix qu'on ne peut assez improuver, une paix aussi désavantageuse pour la nation qu'elle fut peu honorable pour la couronne, rendit aux deux branches de la maison de Bourbon ces provinces et ces possessions que lord Chatham avoit su leur enlever.

Je ne ferai point l'énumération de tous ces fantômes d'administration, qui, tous les ans, parurent et s'évanouirent; et je n'entreprendrai point de décrire la période qui s'écoula depuis la résignation de lord Bute jusqu'à l'année 1770, que les rênes du gouvernement furent mises entre les mains de lord North. Dans

le court espace de cette administration on trouve certainement peu d'événemens qui doivent nous faire regretter de n'en avoir pas plus long-temps joui. Avec plus de raison encore, je tirerai le rideau sur la chaîne d'erreurs et de fausses mesures qui précédèrent et produisirent cette fatale guerre avec l'Amérique, et qui, à l'époque où commencent ces mémoires, sont bien connues dans toutes les parties du monde.

Ce n'est pas sans une sorte de plaisir qu'au point d'élévation où nous sommes placés, nous laissons tomber nos regards sur ces calamités passées. La situation actuelle de l'Angleterre est la réalisation des vœux les plus ardens d'un ministre et d'un souverain, qui n'ont rien de plus cher que la gloire et la prospérité de l'Angleterre. Il étoit réservé à la présente époque de voir dans toute sa plénitude ce grand objet auquel Guillaume s'efforça vainement d'atteindre; que Godolphin et Marlborough laissèrent échapper, et qu'il ne fut pas permis au lord Chatham de retenir et de fixer. L'orgueil des deux puissances alliées a été rabaissé sans effusion de sang. La Grande-Brétagne, à la fin de 1790, étoit, par un consentement général, l'arbitre avoué des différens subsistans entre les autres puissances de

l'Europe, en même temps qu'elle voyoit couler paisiblement dans son sein toutes les sources internes de richesse et de prospérité.

En détournant pour un instant les yeux d'une scène si auguste et si satisfaisante, on est frappé du contraste qu'offroit alors le royaume des Français. Les troubles qui l'avoient agité depuis le mois d'octobre 1789, quoiqu'ils parussent de temps en temps se calmer, pouvoient renaître avec plus de violence. Les quatorze derniers mois avoient été alternativement marqués par des fêtes et par des scènes de carnage, par le pompeux appareil d'une fédération dans le Champ-de-Mars, où la liberté nationale fut solennellement reconnue par un roi captif et dégradé, et par le massacre mémorable de Nancy, qui suivit de près le pacte fédératif. Il seroit peut-être impossible à l'homme le plus versé dans les secrets et les connoissances de la politique, de prédire quel doit être le dernier effet de toutes ces causes opposées et rivales. Trop d'apparences contradictoires cachent encore aux yeux le résultat final de tous ces mouvemens, pour qu'on puisse hasarder une opinion. L'abaissement et la spoliation du clergé; la vente de ses propriétés; la suppression des prérogatives attachées à l'ordre de

la

la noblesse, la suppression de cet ordre lui-même dont l'origine remontoit aux temps de Clovis et de Pharamond; le renouvellement des dangereux essais de Law, et la création d'un papier-monnoie, fondé sur une base presque aussi peu solide qu'étoit le système de ce ministre fameux; toutes ces mesures et opérations, dont on ne trouve aucun exemple dans l'histoire des nations modernes de l'Europe, n'ont pas encore eu le temps de produire assez pleinement leurs effets, pour mettre le philosophe ou l'historien à portée de blâmer ou d'approuver.

Depuis la destruction de la liberté romaine par Marius et Sylla, il est jusqu'à présent sans exemple qu'un peuple, dont le nombre excède vingt millions, puisse long-temps se maintenir sous une constitution libre; et il ne s'est encore jamais vu qu'une capitale et toute une contrée, accoutumée depuis des siècles au despotisme, livrée aux plaisirs, étrangère à toute espèce d'esprit public, ne conservant pas même les formes du respect extérieur pour la religion nationale, et uniquement enivrée des chimériques spéculations d'une philosophie licencieuse, ait jamais aspiré ou atteint à une liberté bien réglée et sagement cimentée.

Tel n'étoit pas l'état, soit moral, soit social des Athéniens, lorsque, excités par Armodius et Aristogiton, ils rompirent les chaînes du pouvoir arbitraire. L'aîné des Brutus ne ressembloit, ni à Mirabeau, ni à la Fayette. Rome assassina vainement son dictateur, lorsque la vertu publique ne se trouva plus, ni dans le sénat, ni parmi le peuple. Les montagnards de la Suisse, qui secouèrent le joug de la maison d'Autriche, et les paysans opprimés des Pays-Bas qui se révoltèrent contre la tyrannie de Philippe II, étoient pauvres, hardis et belliqueux. Le parlement anglais, qui s'opposa à Charles Ier. et le vainquit à la fin, étoit soutenu par une nation qui, quoique enflammée par le fanatisme, n'étoit, ni amollie par le luxe, ni corrompue par la vénalité. On n'a point encore vu que des siècles de mollesse et de délicatesse efféminée aient produit une plante d'une nature aussi ferme et aussi vigoureuse que la liberté; et, si nous sommes destinés à voir dans l'histoire de France le récit de ce phénomène, jamais il n'aura existé un exemple aussi frappant de l'incertitude des jugemens fondés sur l'expérience et l'observation.

L'espace de temps qui s'est écoulé depuis la révolution de juillet 1789, n'est pas suffi-

sant pour en assurer tout l'effet, ou pour mûrir les desseins opposés qui peuvent encore ébranler la liberté française, avant qu'elle ait acquis la solidité nécessaire. Le roi, dont la conduite purement passive, a si puissamment contribué à produire la soumission de la noblesse et du clergé, peut être reveillé par les événemens ou par les insinuations et les conseils de ceux qui approchent sa personne. La nation elle-même, dont ont connoît la légéreté naturelle et l'inconstance caractéristique, peut se lasser d'un bien, inestimable sans doute, mais qui ne peut être acquis ou conservé que par la plus exacte vigilance, et par une continuelle activité. La suspension totale ou la ruine de plusieurs branches de commerce, suite nécessaire des troubles récens, la pesanteur des taxes, qu'un gouvernement libre ne peut pas plus se dispenser d'exiger que le monarque le plus despotique; la longue habitude d'une aveugle soumission, habitude qui agit avec tant de force sur l'esprit et le caractère des hommes; tous ces principes peuvent fermenter et faire à la fin une terrible explosion.

A toutes ces causes internes de commotion peuvent se joindre d'autres causes provenant du dehors. Des sept princes du sang

qui, au commencement des troubles, ont abandonné précipitamment leur pays, un seul, le prince de Conty, a osé reparoître à Paris, et s'est soumis à prêter le serment civique, prescrit par la nouvelle constitution. Les mécontens, assemblés à Turin, autour de la personne du comte d'Artois, secondés par la capacité et les ressources de Calonne, et prêts à être conduits par Maillebois, menacent de dissoudre l'assemblée nationale. Quand même ces orages seroient dissipés, on ne peut croire que les cours de Vienne et de Madrid voient avec plaisir l'état d'humiliation dans lequel Louis XVI est tombé; et probablement ils ne se borneroient pas à de simples vœux pour sa délivrance, s'il s'agissoit de faire quelques efforts pour le rétablir dans la pleine jouissance de ses anciennes prérogatives. D'après toutes ces considérations, on peut raisonnablement douter de la permanence d'une constitution libre en France.

Quelque puisse être le résultat, et en supposant même que la cause de la liberté doive à la fin triompher, toujours est-il évident que la France, comme corps politique, a perdu, au moins pour un temps, une grande partie de sa force et de son importance, re-

lativement aux autres états de l'Europe. Le commerce a perdu son énergie et son activité; l'esprit de licence, dont l'effet est toujours fatal à tout effort national et public, s'est répandu dans tous les départemens de la marine et de la guerre. Les colonies françaises, aux Indes Orientales, sont engagées dans une guerre civile, ou livrées à l'insurrection et à l'anarchie. Les frontières du côté de l'Allemagne, de la Savoie et de l'Espagne, sont exposées à l'insulte et à l'invasion, ou protégées par des troupes sur la fidélité desquelles on ne peut guère se reposer, après qu'elles ont abandonné leurs princes. Cette monarchie puissante qui, pendant près d'un siècle et demi, inspira la terreur, et dont l'active ambition fut souvent funeste aux contrées voisines; qui dans cet espace de temps, a par deux fois presque assujeti la Hollande; qui plaça en 1700 Philippe V sur le trône d'Espagne, et plus récemment encore éleva un électeur de Bavière à la dignité impériale; cette puissance, dis-je, aujourd'hui profondément occupée de discussions métaphysiques sur les droits de l'homme, ou de projets désespérés d'impositions de finances, paroît non seulement incapable de troubler par des invasions le repos de ses voisins,

mais incapable même de pourvoir à sa propre sûreté intérieure, et de rétablir la tranquillité dans son sein.

Tel est le contraste frappant qu'offrent aujourd'hui les deux monarchies de France et d'Angleterre ; l'une, luttant contre les difficultés, pour compléter un système de liberté, et s'efforçant de rétablir l'ordre dans ses finances plongées dans une confusion presque irrémédiable, et l'autre jouissant de tous les avantages d'un ordre solidement établi, gouvernée par une administration également vigoureuse et populaire, subvenant par des ressources nouvelles et de son invention à tous les besoins pécuniaires de l'état, affermissant son crédit, étendant son commerce, couvrant l'Océan de ses vaisseaux, et répandant la gloire de son nom dans toutes les parties du monde.

J'arrive à cette époque qui doit être nécessairement le terme de cet ouvrage. Je n'ai tracé qu'une esquisse, je le sais ; ayant à décrire des événemens encore trop récens, il ne m'a pas été possible de me livrer à des recherches plus scrupuleuses, ni d'en faire un examen plus approfondi. Cependant cet écrit, tout imparfait qu'il est, pourra servir à diriger quelque autre Hume ou Gibbon, au-

quel leur génie aura légué la tâche sublime de perpétuer les annales d'Angleterre. Mon objet n'a été que de consigner les faits et les caractères dont j'ai moi-même vu pleinement les effets, et qui ont fait sur mon entendement et sur ma mémoire la plus profonde impression, et de les marquer du sceau de la censure ou de l'approbation, d'après le sentiment qu'ils m'ont inspiré. *Statui res gestas Populi Romani*, dit Salluste, *carptìm, ut quæque memoriâ digna videbantur, perscribere; eò magis quod mihi, à spe, metu, partibus reipublicæ, animus liber erat.*

C'est à mes lecteurs à juger si je puis, comme l'historien romain, me dire exempt de toutes les émotions qu'il désavoue. Il est difficile de se préserver de toute espèce de prédilection, lors même qu'on décrit les scènes qui ont eu lieu dans des siècles et des contrées éloignées. On me reprocheroit avec raison d'être apathique et de manquer de sensibilité, si je pouvois envisager avec tranquillité les calamités qui naguère menaçoient l'Angleterre d'une destruction prochaine, et l'état actuel de bonheur et de sécurité dont elle jouit, ou si, en les rapportant, je pouvois m'abstenir de mêler un peu d'enthousiasme à mon respect pour la vérité

historique. Les bienfaits particuliers excitent naturellement la reconnoissance dans les cœurs généreux; de même le souverain et le ministre, qui sont les bienfaiteurs des nations, forcent à une sorte de partialité l'historien même qui transmet aux siècles futurs les événemens de leur gouvernement; et l'on ne peut décrire avec la même indifférence les règnes de Trajan et de Marc-Aurèle, et la gourmandise de Vitellius, ou les crimes de Caracalla.

FIN.